

Leçon de campagne

***Mobilisation
contre l'enfouissement
de déchets nucléaires***

Jean-Claude Leroy

Leçon de campagne

*Mobilisation
contre l'enfouissement
de déchets nucléaires*

ISBN 2 905596 80 5

© Éditions Cénomane, Le Mans, 2001.

Tous droits réservés

Éditions Cénomane

Avertissement

Paysan : homme de campagne.

Le Littré

Dire par soi-même. Ne pas laisser aux seuls analystes des pouvoirs publics le soin d'expliquer. Tel est le pourquoi de ce livre.

J'ai prêté mon oreille à un certain nombre de témoins directs (acteurs, militants, spectateurs, élus, etc.) qui ont bien voulu se confier et je me contente le plus souvent de restituer leurs propos à travers le récit des événements, la traduction de leurs sentiments. Que soit exprimée ici même à chacun d'entre eux ma pleine gratitude, le texte présent se voudrait un salut fraternel à l'action qu'ils ont menée et mèneront encore.

Par ailleurs, quelques esprits réputés sérieux n'ont pas hésité à se compromettre dans cette opération, qu'ils reçoivent ici mes remerciements.

Certains développements plus ou moins impertinents, quant à eux, ne sont peut-être redevables qu'à un tempérament mal grandi dont mes bien-aimés parents, agriculteurs à la retraite dans leur ferme du Nord-Mayenne, auront à souffrir encore, craignons-le.

Pourquoi faudrait-il être plus savant en physique qu'en politique pour pouvoir donner son avis sur la construction d'une centrale nucléaire, en biologie qu'en droit pour se prononcer sur un programme industriel de génie génétique? Loin que l'accroissement du niveau général de culture scientifique et technique de la société soit un préalable à l'extension du projet démocratique à la technoscience, c'est, tout à l'inverse, cette extension qui stimulera cet accroissement : c'est la prime accordée à la conscience qui développera la compétence.

Il faudra bien, enfin, que la technoscience non seulement renonce à toute prééminence morale ou intellectuelle sur le politique, mais encore qu'elle s'y soumette – pour que l'idée même de démocratie conserve un sens.

Jean-Marc Lévy-Leblond

Questionner, c'est entrer par force.

Élias Canetti

À dire d'abord

Assise sur le ressort démographique, la notion d'espace vital chère à la politique nazie fut un des prétextes à la folie guerrière qui poussera au deuxième conflit mondial. La politique énergétique basée sur le nucléaire réclame aujourd'hui, elle aussi, son propre espace vital. Elle réclame son cimetière pour déchets radioactifs sans même passer par la case « champ de bataille » ou « prairie démocratique », quoiqu'elle en dise et en espère.

Plusieurs décennies de production atomique ont grossi le volume d'immondices jusqu'à un point devenu insoutenable dans notre environnement. D'autant que la notion de volume dépasse ici celle des dimensions proprement dites pour tenir compte de tout l'espace concerné, difficilement calculable, par le danger rayonnant de tels rebus. C'est pourquoi, plus une société est nucléarisée, plus elle doit conquérir de nouveaux espaces pour ces déchets indestructibles et dangereux. Parmi les espaces-poubelles envisagés et contrairement à la solution défendue par les spécialistes en écologie, qui consisterait à stocker en surface et à proximité des lieux de production déjà contaminés (et à stopper toute nouvelle production), il en est un qui présente l'avantage de rendre invisible la matière rejetée : l'enfouissement. Mais ce qui est invisible pour les yeux n'est pas pour autant sans existence, bien des casuistes l'ont dit! ¹

1. Les déchets radioactifs sont classés en trois catégories.

Déchets A : déchets de faible et moyenne activité, nocifs sur moins de 300 ans, ils proviennent des centrales nucléaires, des hôpitaux, des laboratoires... Stockés près de la Hague (env. 500 000 m³), à Soulaïnes, Aube, (env. 1 million de m³).

Déchets B : déchets contenant des radioéléments restant nocifs pendant plusieurs milliers d'années, ils proviennent de l'industrie nucléaire, notamment du retraitement de déchets très hautement radioactifs. Stockés à la Hague et à Marcoule, Gard, (environ 100 000 m³). (Suite de la note page suivante.)

Cacher ces déjections, qui garderont une activité hautement pernicieuse pendant des milliers d'années, n'est-ce pas une manière lâche de ne pas les assumer, de ne déjà plus les connaître? Car il est avéré que tout enfouissement ne sait être qu'irréversible, malgré les allégations de certains marchands du projet¹.

À travers cette entreprise d'enfouissement de nos traces parmi les plus honteuses, c'est aussi un abîme qu'on ouvrirait sous les pieds des générations à venir. Il y a deux siècles environ, quand un roi de France eut déclaré : «Après moi le déluge», la monarchie ne régna plus très longtemps. De même l'aventure nucléaire, ne pouvant cacher son inconséquence, devra peut-être – si quelque sens reste à l'Histoire – abjurer, et les scientocrates qui l'ont imposée, souvent de force, revenir à des fins plus modestes.

Alors que la mondialisation, telle qu'elle est menée, révèle de jour en jour toute sa nocivité pour les individus et

(Suite de la note 1, page 9.) Déchets C : déchets à vie longue (jusqu'à plusieurs centaines de milliers d'années), à haute activité. Environ 6 000 m³ stockés à la Hague et Marcoule.

Les déchets B et C représentent 95 % de la radioactivité.

En tenant compte des déchets non classés, on estime que c'est 1 200 tonnes de combustible irradié qui sortent chaque année des réacteurs français. À ajouter aux 15 millions de tonnes de déchets faiblement radioactifs (issus du démantèlement des centrales) et aux 55 millions de tonnes de déchets miniers radioactifs.

Dans les centres de stockage souterrain, creusés dans l'argile ou le granite, il est prévu d'entasser des déchets de type C et de type B.

Les «laboratoires d'étude» de stockage tels qu'ils sont prévus, s'étendent en surface sur une vingtaine d'hectares, un puits d'environ 5 mètres de diamètre est creusé sur une profondeur de 500 mètres. De ce puits partent 3 galeries d'expérimentation de 500 mètres chacune, dans lesquelles sont entreposés les «colis». (Chiffres donnés par Philippe Huet, de la Mission Granite – in CD : Archives sonores, n° 1, *Une journée pas comme les autres*, production Fréquence-Sillé).

1. Voir, par exemple, l'article de Françoise Monier dans *L'Express* du 1^{er} juin 2000.

pour la vie, et que des mouvements s'organisent pour tout juste en limiter les dégâts, se joue en ce moment une partie essentielle pour la «démocratie» qu'on nous vante. À savoir : si une population d'un pays qui se croit exemplaire et prophétique (en terme de morale universelle délivrée aux habitants du globe) parvient à simplement dénoncer, sur un point très précis, une politique énergétique qu'elle n'a jamais voulue, on peut rêver de modes d'intervention efficaces près des pouvoirs de décision – qu'il ne faudrait plus voir que contingents. Une participation directe et admise à la société globale, allant dans un sens de solidarité, viendrait enrayer cette horreur qui prend place et a déjà condamné nombre d'existences.

L'an dernier, sous forme d'une mobilisation populaire de large envergure, la France a vu réapparaître une résistance déterminée à sa politique nucléaire.

En application de la loi de décembre 1991 qui prévoit que, dans deux sites au moins, doit être expérimenté l'enfouissement de déchets hautement radioactifs, après qu'un premier centre de stockage en massif argileux a déjà été mis en travaux, un deuxième site, en massif granitique celui-là, doit être choisi parmi une quinzaine de sites repérés dans le Massif Armoricaïn et le Massif Central.

Un fort mouvement de refus est venu perturber les visites prospectives des trois hauts fonctionnaires qui composaient la Mission de concertation Granite. Ce refus venait confirmer d'autres mobilisations toutes aussi résolues qui, plusieurs années auparavant, avaient soulevé des régions alors désignées. Notamment celles de Segré (Maine-et-Loire) et de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) en 1989, de Fougères (Ille-et-Vilaine) en 1991, où les gouvernements de l'époque durent renoncer à imposer des sites de stockage.

Dans l'exemple raconté d'une mobilisation, celle qui regroupe environ 8 000 personnes militantes en Mayenne

(et en Sarthe) en cette année 2000, j'ai tenté, le grossissant sous ma loupe, de montrer un peu d'une attitude collective, en matière de stratégie citoyenne, d'état d'esprit, d'aspiration jusqu'alors plus ou moins enfouie et qui ne demande qu'à survivre après cette émergence.

Cet exemple pourra être mis en parallèle avec celui de la région de Bure, où la mobilisation regroupe au maximum quelques centaines de personnes des alentours. Mais nous verrons qu'il s'agit d'un contexte géographique et humain tout à fait différent.

Dans l'immense brassage de sentiments exprimés que fut le mouvement contre l'enfouissement, regroupant des milliers de personnes pour la première fois aux prises avec le politique, des questions simples furent posées d'instinct. Ces questions n'étaient qu'un écho de celles qui furent posées en leur temps par les milliers d'opposants à la construction des centrales nucléaires, en France et dans le monde. «*Dans un programme de fission conduit à grande échelle, les déchets radioactifs deviendront rapidement si importants que l'empoisonnement total de notre planète est possible*» déclarait, en 1971, Hannes Alfen, prix Nobel de physique, repris par d'autres¹. Le problème des déchets était, dès cette époque, en tête des préoccupations et les experts officiels promettaient une solution pour les 10 ou 20 ans à venir. Solution qui ne se fait même plus attendre puisque l'option «*enfouissement*» a été tacitement acceptée par les gouvernants.

Le philosophe allemand Günther Anders, militant pacifiste, a montré dans un livre traitant de la guerre du Vietnam que l'industrie ne produit pas des armes pour les guerres mais provoque des guerres pour les armes. De même, les marchands d'électricité n'auraient-ils pour première préoc-

1. Cité in *Golfch le nucléaire*, Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale (CRAS), 1999.

cupation que de fabriquer des machines en mesure de les exciter, et non celle d'apporter à l'ensemble de la communauté les services qu'elle attend? Le quotidien *Libération* du 15 décembre 2000 rapportait, par exemple, que «*le lobby du nucléaire occidental a réussi à convaincre les autorités ukrainiennes d'exiger, en échange de l'arrêt de Tchernobyl, la construction de deux nouveaux réacteurs à Khemltnitsky et Rovno. Un prêt de 1,5 milliard de dollars vient d'être octroyé à l'Ukraine à cet effet par la Berd (Banque européenne pour la reconstruction et le développement).*»¹ Dans le même article, on apprend que, toujours à propos de l'après-catastrophe de Tchernobyl, depuis 1990, 720 millions de dollars ont été donnés par les pays riches pour l'aide technique, alors que seulement 4 millions l'ont été pour l'aide aux populations.

Dans les années soixante, Günther Anders a par ailleurs proposé le concept de «supraliminarité», pour éclairer «*les événements et les actions qui sont encore trop grands pour être conçus par l'homme.*»² Il donnait comme exemple l'incapacité pour les bourreaux autant que pour les victimes de Hiroshima et de Nagasaki de se souvenir de la déflagration atomique, événement d'un type nouveau, surdimensionné et impossible encore après coup à envisager. De même, quand il s'agit du contexte nucléaire quotidien, comment vivre avec la conscience exacte de ce qui pourrait se produire, au regard de ce qu'on sait des risques courus? Peut-on imaginer des centaines de milliers de concitoyens sacrifiés (condamnés à mourir ou à être très malades) pour maîtriser une fuite radioactive inhérente à un accident grave dans une centrale française? Après l'accident de Tchernobyl, ils furent pourtant 800 000 Russes, Ukrainiens, Biélorusses, chargés de «*liquider*»; ils sont aujourd'hui morts ou malades et leurs

1. Article de Mathieu Écoiffier.

2. Günther Anders, *Si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse?* Allia, 2001.

enfants sont tous atteints de graves dérèglements¹. En 2000, le bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires a publié un document où il parle de 600 000 intervenants fortement contaminés, 7 millions de personnes qui développeront sans doute des maladies liées au nuage radioactif, 3 millions d'enfants nés depuis l'accident qui mourront prématurément...² Des risques de pollutions radioactives existent en France, quoiqu'on veuille l'ignorer ou le cacher. Inévitablement, un jour ou l'autre une nouvelle catastrophe se produira dans l'un des 440 réacteurs en fonctionnement de par le monde, dont 58 dans notre pays. Des régions entières se trouveront interdites pour très longtemps : après l'accident de Tchernobyl c'est 155 000 km² qui furent gravement contaminés, soit près d'un tiers de la superficie de la France³.

Dans la France de l'an 2000, la confiance que portent les autorités à l'énergie nucléaire ne semble pas ébranlée. Cependant, à cette radioactivité dont la particularité maligne semble être, en premier lieu, d'être invisible et sans frontière, comme sans existence physique, en deuxième lieu d'être capable de se répandre partout très rapidement comme une sorte de courant électrique et de semer la mort à la vitesse du vent, c'est le peuple qui a répondu par la vitesse du lien social venant s'opposer à la manigance, à l'ar-

rangement d'une mise en œuvre toujours prônée par une fatale raison d'État.

À un « effet de mort » produit par la nouvelle d'un éventuel dépôt souterrain de déchets nucléaires, il fut répondu par un « élan de vitalité » solidaire. Simple action-réaction, peut-être, mais prenant corps au plus profond d'un psychisme collectif qui ne peut être ignoré sans grand dommage : pour la collectivité elle-même, dont l'asphyxie ne va pas sans secousses, ou pour ceux qui la briment et voient à terme ébranlée leur légitimité.

1. Cf. *Tchernobyl, conséquences sur l'environnement, la santé, et les droits de la personne*, Tribunal Permanent des Peuples et Commission Médicale Internationale de Tchernobyl. Vienne (Autriche), 1996.

Dans leur livre *Le nucléaire et la lampe à pétrole* (L'Esprit frappeur, 1998) les Verts donnent le chiffre de 600 000 liquidateurs, précisent que des centaines de comités locaux d'anciens liquidateurs existent dans toutes les ex-républiques soviétiques. D'après ces comités, le pourcentage de victimes, dix ans après l'accident de Tchernobyl, serait de l'ordre de 50%.

2. Cité in *Silence*, n°259/260, juillet-août 2000.

3. Chiffre donné par Matthieu Écoiffier, *Libération* du 15 déc. 2000.

La France profonde à portée du Figaro (image et clichés)

Cela débute par l'irruption sur la lande d'arpenteurs silencieux et sans gêne. « Ben, ça a commencé dans les années 54-55. On les a vus se promener dans les landages; ils demandaient rien à personne... Faisaient partir une sorte d'obus pour voir la résistance au sol, y mesuraient aussi le vent... [...] Quand on leur demandait ce qu'ils faisaient y répondaient n'importe quoi, tantôt c'était pour faire une usine de plastique, tantôt une usine de casseroles, des machines d'aluminium quoi... »

Françoise Zonabend
La Presqu'île au nucléaire

Bocage comme une image

Ici-bas, en Mayenne, environ 280 000 humanoïdes, beaucoup de verdure, beaucoup de vaches, quelques chevaux, le TGV. Bien pratique pour ceux des Parisiens qui, savants, se plaisent à fourrer leur sonde dans les recoins les plus frustes. Ils ont lorgné une statistique, le taux de suicide le plus élevé de France ou le taux de chômage le plus bas, savent que leur note de frais n'offusquera pas le service compta du journal -Laval est à 1 heure 40 de Montparnasse, aucun vaccin obligatoire! Et c'est bientôt la ponte : une première page du *Figaro*, quelques pages glauques dans *L'Événement*... Aïe, tous ces rappels : l'extrême et silencieux désarroi des «exclus» en milieu rural. Des titres genre : *Les nouveaux damnés de la terre* ou *Le cri perdu des enfants des villages*. «Un mal être réel, pouvant aller jusqu'au suicide, éprouve des milliers d'entre eux», c'est écrit en gras qui tache, page 12 du quotidien national le mieux pourvu d'académiciens¹.

Voilà aussitôt le département qui a mal à son image. Il souffre. Il s'appelle par exemple Jean Arthuis. Les autres aussi ont des noms, mais lui est le plus sensible, président du conseil général. Il s'énerve, passe des coups de téléphone... L'image, bon Dieu, l'image!

Insister plutôt sur les hennissants trotteurs gagners de grands prix -Jean Arthuis étant lui-même un amoureux du cheval sportif-; sur la réussite exemplaire de Besnier², premier laitier européen, une fortune évaluée à 5 milliards de francs; sur MPO, une entreprise internationale sise en plein massif d'Izé, 1^{er} fabricant indépendant de compact-disques

1. Cf. *L'Événement* du jeudi du 10 décembre 1998, *Le Figaro* du 25 octobre 1999.

2. Sur l'actualité la plus récente cf. Dossier du *Canard enchaîné* n°76 et le *Canard enchaîné* du 13 septembre 2000. Décédé récemment, Michel Besnier est remplacé à la tête de Lactalis par (Suite de la note page suivante)

dans le monde, un paquet d'environ 1 milliard de francs, sur Séché Environnement, une déchetterie surfant sur les bénéfices d'un secteur sans inquiétude, soit 1,7 milliard de francs¹. Le tout sur fond social idéal, avec niveau salarial et syndical à faire pâlir d'envie n'importe quel patron un tant soit peu repérable.

Et puis, le printemps venu, dans le cadre du « festival de la prévention », un sociologue remet ça. Il insiste sur sa qualité d'enseignant et chercheur à la Sorbonne, de « scientifique », fait une intervention sur la surmortalité due au suicide en Mayenne. Le suicide n'est-il pas ici la première cause de décès chez les 25-34 ans, la deuxième chez les 15-24 ans ! Notre conférencier souligne qu'en effet les Mayennais se suicident « 1,28 de plus que dans le reste de la France ». Pour lui, une explication : « En Mayenne, l'offre culturelle, en termes d'attributs culturels, de construction du sens, pose problème » et les Mayennais ont de ce fait un problème d'identité, lequel problème les rend plus friables dans l'adversité.

En réponse, un modeste Centre d'Étude et d'Action Sociale, ancré dans le département, proposera une lecture

(Suite de la note 2 de la page 19) son fils Emmanuel, 30 ans. Début juin 2000, la mort de « l'homme le plus connu en Mayenne » (in *Le Courrier de la Mayenne* du 15 juin 2000), Michel Besnier, survenait en Espagne. Il était considéré en 1985, par le magazine *l'Expansion*, comme un des dix patrons les plus durs de France (cité in *Ouest-France* du 14 juin 2000). C'est dans une des usines du groupe, à Isigny, en 1982, que 200 hommes de mains dont 38 anciens parachutistes armés de grenades lacrymogènes, de chiens policiers, de matraques et de revolvers furent envoyés pour briser un piquet de grève et récupérer 750 000 camemberts « Président » tenus en otage par des ouvriers qui réclamaient l'application des 39 heures (cf. notamment *Ouest-France* des 10, 11, 12 février 1982 et *Canard enchaîné* du 17 février 1982). Pour Jean Arthuis, Michel Besnier fut un homme d'exception, respectueux des autres, un homme de cœur, qui a su démontrer que le destin n'est pas une fatalité (in *Le Courrier de la Mayenne* du 15 juin 2000). Pour François d'Aubert, député en Mayenne, c'était un formidable visionnaire (in *Le Courrier de la Mayenne* du 15 juin 2000).

1. Chiffres donnés par *Challenges* de juillet-août 2000.

plus affinée des mêmes statistiques, s'étonnera notamment de ce que l'impasse a été faite sur une donnée : « Les personnes âgées représentent le plus fort contingent de suicidés (près du tiers ont plus de 65 ans) ». Sur la « pauvreté de l'offre identitaire culturelle », en Mayenne par rapport à d'autres départements, considérée comme cause de ce type de mortalité, il précise que « la cartographie du suicide montre que celui-ci, justement, fait fi des frontières départementales, la mortalité par suicide étant également élevée en Ille-et-Vilaine, dans la Manche, l'Orne, la Sarthe... (tous départements limitrophes) ». Le CEAS remettra ainsi quelques « vérités » basiques à leurs places, comme si une matière grise de secours avait encore lieu d'être en sus des hypnotisantes lumières de la cour parisienne.¹

Acculturation ?

La Mayenne, pays de sorciers ! Une ethnographe est venue y enquêter il y a une trentaine d'années. Elle raconta même qu'elle s'était trouvée « prise ». La légende ne meurt pas : le guérisseur, le jeteur de sorts, c'est presque un produit local !²

Et pays de Chouans, certes, patrie de Jean Cottureau et du médiateur abbé Bernier (l'un des hommes les plus influents

1. Le Centre d'Étude et d'Action Sociale de la Mayenne, s'appuyant sur un document de synthèse rédigé par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Mayenne remis aux participants du Forum départemental de la santé (juin 2000) précise que ce taux de 28 % se rapporte à la seule surmortalité masculine, le taux de mortalité féminine étant, lui, supérieur de 99 %. Il s'agit en tous les cas d'une comparaison avec une moyenne nationale, « ce qui implique que dans d'autres départements le taux de suicide peut être aussi élevé qu'en Mayenne, voire plus élevé. »

Pour ce paragraphe et le suivant, les citations sont extraites de *La Lettre du CEAS*, n° 147, juillet-août 2000.

2. C'est peut-être aussi qu'il n'y a pas si longtemps la Mayenne était le département français où la part de l'enseignement « congrégationniste » était la plus élevée, et de loin (9/10 des filles, par exemple, « bénéficiaient » de l'enseignement des gens d'église en 1890 ; cf. *La Grande Encyclopédie de Berthelot*, 1901). Or, ceux qui s'adonnent à des (suite p. 22)

de l'insurrection vendéenne)! Il n'y a pas si longtemps, trois députés à particule représentaient encore la Mayenne à l'Assemblée nationale, ils ne sont plus que... deux (mais toujours trois de droite). Et la fêrûle de la sainte église se fait toujours sentir, notamment dans l'enseignement. Beaucoup de passion, donc, dans la dévotion, à ce qu'on voit, sinon à ce qu'on croit.

Pourtant, c'est par ici qu'est né l'un des esprits les plus accomplis du siècle des Lumières, le solitaire Volney, qui fit découvrir le Moyen-Orient aux Français et fut sans doute à l'origine de leur intérêt pour l'Égypte. Dans son ouvrage *Les Ruines*, il fait parler le Génie des Tombeaux apparu soudain sur les vestiges romains de la syrienne Palmyre. Ce même génie des tombeaux que, peut-être, ont voulu protéger les paysans d'aujourd'hui, si ataviquement regardant envers le dessous de la terre, d'aujourd'hui et de demain.

Le « naïf » Henri Rousseau, bien sûr, et le génial Alfred Jarry, géniteur du père Ubu et de la vraie science pataphysicienne, sont Lavallois reconnus jusqu'au Paris le plus branché. Jules Renard, dont le journal fait le régal des érudits mélancoliques, vit le jour tout près de la rivière Mayenne.

Et c'est dans ce « *petit bourg au pied du mont Rochard* »¹, Izé précisément, que naquit Frédéric Lefèvre, le cofondateur et rédacteur en chef des *Nouvelles littéraires*, la revue hebdoma-

pratiques efficaces et incompréhensibles (toujours aujourd'hui) ne deviendraient ce qu'ils sont, d'après Ambroise Paré, qu'après avoir « renoncé à Dieu et pris alliance avec le Diable ». Cf. Ambroise Paré, le père lavallois de la chirurgie, 1517-1590 : « *Les actions de Satan sont supernaturelles et incompréhensibles, passans l'esprit humain, n'en pouvant rendre raison non plus que de l'aimant qui attire le fer et fait tourner l'aiguille. Et ne se fait opiniâstrer contre la vérité, quand on voit les effets, et qu'on ne sçait la cause : et confessons la faiblesse de nostre esprit, sans nous arrester aux principes et raisons des choses naturelles, qui nous manquent, lors que nous voulons examiner les actions des démons et enchanteurs.* » (*Des Monstres et prodiges*, Slatkine, 1996.)

1. Frédéric Lefèvre Samson, fils de Samson, roman d'une famille de sorciers, réédition Siloë,

naire qui refléta toute la vie culturelle des années vingt et trente, et dont les *Une heure avec...* constituent une somme de précieux témoignages sur les écrivains du temps. Ce greudin fut aussi le rédacteur en chef de *La vache enragée*, journal de la Commune libre de Montmartre et, plus tard, l'ami intime de Panaït Istrati.

Vieillessement

Ce qu'on peut observer dans la plupart des bocages excéntrés : le vieillissement des populations. Aspect démographique loin d'être anodin dans ce qui nous intéresse puisque il est sans doute l'un des facteurs prépondérants pour le choix d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires.

Le recensement de 1999 confirme une certaine désertification, avec pour corollaire un vieillissement de la population, plus particulièrement dans l'Ouest du département, et dans le Nord-Est, où se trouve le Massif d'Izé. À coup sûr un terrain idéal pour les ordures de l'avenir!

Mais il se trouve que les personnes âgées, justement, sont très concernées par les lendemains et qu'elles sont les premières à ne pas accepter les solutions aveugles. C'est leur vie entière qui va passer dans celle de leurs petits enfants, ceux-là qu'il faut protéger et ne lâcher qu'en terrain sûr.

Au cynisme d'un organisme d'État qui préfère porter le risque dans une région réputée peu alerte il a été répondu par une cinglante leçon de morale civique. Car tout le fondement de ce mouvement de refus n'est autre que cela, une indignation partagée qui a pu se faire entendre, un appel à la responsabilité envers le présent et les temps qui viennent.

De la résistance des « matériaux »

1^{er} exemple

« Vous aviez voté pour la venue de l'Andra ? »

Gérard Antoine (maire de Bure) — On est 9 conseillers, on a eu 8 pour, 1 contre.

— Celui qui a voté contre, ce n'était pas vous ?

— Je ne peux pas vous répondre.

— C'est compliqué pour vous, visiblement ?

— On a plus la même vie qu'avant. Avant, ma petite commune... -c'est mon père qui était maire avant- y avait plus de tranquillité qu'aujourd'hui. C'est plus pareil. Bure ne sera plus tranquille. Y a plus de gendarmerie, y a déjà les gardiens qui se baladent.

— Et vous-même ? Vous avez pris la responsabilité ?

— Vous savez, je crois que le laboratoire se serait fait de toute façon, que nous ayons voté pour ou contre. Vous savez, ils ont acheté les terrains, je n'étais pas au courant. Ils ont acheté plus de 90 hectares - je peux pas vous dire au juste - à un agriculteur. Je n'ai été au courant que quand ça a été fait. On ne m'a pas demandé mon avis. Et ça, c'est resté en travers, je peux vous le dire !

— Et au niveau de l'embauche ?

— Ça fait 3 ans qu'ils sont là. Pour l'instant ils n'ont embauché personne du canton.

— Au début vous aviez confiance dans ce qu'ils vous disaient ?

— Plus qu'aujourd'hui. »¹

2^e exemple

Izé. Fernand Duval est né là en 1925. Il y est allé à l'école, jusqu'à 13 ans. Après, il a rejoint ses parents pour travailler avec eux. Ils étaient sur une ferme, cultivateurs, et exploitaient également une petite carrière de granite. Après la guerre, les explosifs étaient de mauvaise qualité et, alors qu'il charge une mine, une explosion se produit : Fernand Duval se trouve projeté à 15 mètres, perd un œil, une oreille et une main. « Rester dans l'agriculture avec un seul bras, c'est pas facile. » Il doit se résoudre à changer de métier. Il reprend des études, se fait expert-comptable et commissaire aux

1. Extrait de S. Douek, *Grand Angle*, « Vivre avec les déchets nucléaires ». France Culture, rediffusion, 24 Fév 2000.

comptes. Plus tard, en 1971, il devient maire de cette petite commune de 500 habitants... 29 années plus tard le gouvernement envoie des émissaires lui « vendre » un laboratoire d'enfouissement dans le granite. Déclinant toute proposition, il affiche d'emblée son refus du projet. Il participe activement à la mobilisation d'opposition et lance un appel solennel à ses collègues maires du département, leur demandant de le soutenir : « Je suis très déterminé à empêcher que ce massif d'Izé, que j'aime beaucoup, soit souillé par le nucléaire pour d'innombrables générations futures. À 75 ans, je suis prêt à prendre tous les risques possibles dans ce but. Je voulais le préciser. »¹

Vie associative

La fertilité associative est une petite indication qui permet d'évaluer le dynamisme d'un territoire. La Mayenne a eu ceci de remarquable qu'elle était, il y a quelque temps, le département de France où naissaient le moins d'associations par rapport à son nombre d'habitants. Seulement 0,73 pour 1 000 habitants en 1995, soit un total de 204, la moyenne nationale étant alors de 1,14 pour 1 000.²

Il y a tout lieu de penser que la cinquantaine d'associations créées l'hiver et le printemps 2000 feront de cette année un millésime particulier aux yeux du Conseil national de la vie associative qui publie ces chiffres.

1. Cf. notamment l'article du *Courier de la Mayenne* du 16 mars 2000.

2. Encore faudrait-il connaître la nature et l'activité de ces associations pour juger plus finement, comme le remarque le Centre d'Étude et d'Action sociale de la Mayenne. dans sa lettre de septembre 2000 d'où sont tirés ces chiffres, après leur publication par le Conseil national de la vie associative.

Des événements arrivent

B : [...] Maintenant : quelle expérience faisiez-vous de votre colère ?

A : Que voulez-vous dire ?

B : Bon, en avez-vous fait l'expérience comme de quelque chose produit par vous-même, ou comme de quelque chose qui est venu en vous de l'extérieur, et quand je dis «de l'extérieur», je ne veux pas dire qu'elle est passée à travers votre peau. Ce que je veux dire, c'est : la ressentiez-vous comme quelque chose qui surgissait de l'intérieur de vous-même, ou comme quelque chose d'étranger qui vous arrivait ?

A : Je ne sais vraiment pas. C'est étrange, car j'ai été très en colère, et tout à fait récemment...

Paul Feyerabend

27 janvier 2000

Ce jour anniversaire de la naissance de Lewis Carrol, une information confidentielle caftée par le réseau *Sortir du nucléaire* franchit indûment le sacré miroir et touche l'ensemble des réactives rédactions. On y apprend le nom des 15 sites potentiels retenus pour l'installation d'un «laboratoire» de l'*Andra*, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs. «Laboratoire» étant le terme rassurant pour «futur site d'enfouissement de déchets à haute activité (type C)».

À la suite de la loi Bataille (1991), qui réglemente le stockage et la gestion des déchets radioactifs après «concertation avec les élus et les populations des sites concernés», et des décrets d'août 1999, on sait que l'*Andra* doit réaliser deux sites minimum de stockage des déchets les plus dangereux (durée de vie évaluée à plusieurs milliers, voire plusieurs millions d'années). L'un d'eux a déjà été sélectionné et définitivement adopté. Il s'agit du site de Bure (Meuse) où sera expérimenté l'enfouissement dans l'argile. Les travaux de construction sont en cours¹.

Un second site doit être choisi en 2000. Celui-ci, un des 15 sites révélés en janvier, appartiendra à un massif granitique où les déchets seront confinés à environ 500 mètres de profondeur.

Rappelons que ces deux solutions ont depuis longtemps paru insensées aux meilleurs spécialistes européens de la question. En gros, il fut un temps où la France envisageait le

1. Une résistance à ce chantier existe et croît. On a pu voir un campement se tenir tout l'été 2000 face aux grilles jalousement gardées de l'*Andra*. Durant l'été 2001 des marches militantes venues de plusieurs points de France (dont Lascaux) et d'Europe se sont retrouvées à Bure pour des journées de protestation.

granite, la Belgique, l'argile, l'Allemagne, les mines de sel, l'Angleterre, les fonds marins. Il fut intéressant d'entendre les arguments des uns pour contrer les positions des autres. Aux Français on disait : le granite, ce n'est pas sérieux car vous ne pouvez pas y maîtriser l'eau, vous avez des risques de pollution des nappes phréatiques. Les Français prévenaient les Belges : attention, l'argile est trop étanche, et si on y confine des déchets, selon leur évolution et leurs dégagements on peut avoir des risques d'explosion dus à la formation d'une masse critique de plutonium, sans parler des risques d'assèchement et des infiltrations à suivre. Le sel, pas sûr au niveau de la conservation des fûts, à cause de la corrosion, un jour plus ou moins lointain on ne peut y exclure le retour de l'eau¹. Quant aux fonds marins, c'était une vieille idée imprudente qui, suite à l'entrée en vigueur de la convention internationale sur la prévention de la pollution des mers, dite « convention de Londres » (1976), fut abandonnée par tous. L'arrêt définitif des immersions date de novembre 1993².

Au même régime que les électeurs de base, la plupart des élus des régions concernées, dont huit situées dans l'Ouest de la France, apprennent par les radios locales ou les journaux le choix qui est fait de leurs circonscriptions respectives et la venue prochaine d'une commission de hauts fonctionnaires venant « présenter » le projet à chacun des « pays » désignés.

Massif d'Izé

« La nouvelle est arrivée au conseil général par une dépêche de l'A.F.P. Il y avait des journalistes dans la salle. L'un d'eux m'a téléphoné. Au

1. Colloque du Conseil de l'Europe, Stockholm, 1984, cité par Didier Anger, vice président de la commission Énergie et Technique au Parlement européen de 1989 à 1992, dans sa conférence à Aron, le 14 avril 2000).

2. Cf. Armand Faussat, *Les déchets nucléaires*, Stock, 1997.

début j'ai cru que c'était un canular, quelques secondes, mais j'ai vite compris que non», rapporte Fernand Duval, maire de la commune d'Izé.

À Laval, préfecture du département, les autorités s'agitent. Et les maires et maires-adjoints des 16 communes du Massif et les conseillers généraux des quatre cantons concernés sont convoqués à la préfecture le 5 février.

À Izé, la population s'inquiète, demande des explications au maire, aux conseillers municipaux. Le temps d'un week-end de réflexion et d'échanges, certains ont déjà pris le taureau par les cornes. Une association de défense du Massif d'Izé sera constituée avant le 5 ! Son objet : préserver le Massif d'Izé, le garder dans l'état naturel actuel « pour les générations d'aujourd'hui et futures ».

Pendant que les représentants du peuple attendent gentiment la réunion du 5 avant de se prononcer, l'un d'eux se singularise en affirmant « haut et fort » son opposition au projet. Il est maire d'Évron, la ville la plus importante du secteur visé (6 000 habitants), conseiller général du canton, et... président départemental du RPR ! Sa ville est alimentée en eau par le bassin du Massif d'Izé, et les deux gros employeurs de la ville, un abattoir et une fromagerie, appartiennent au secteur agroalimentaire devenu très sensible ces derniers temps aux exigences nouvelles du consommateur.

Le samedi 5 au matin, ils sont une trentaine à boire les paroles de messieurs de Bousquet, préfet, et Arthuis, président du conseil général, tous deux sur la même longueur d'onde comme dans tout département exemplaire. Il s'agit avant tout de « calmer les esprits »¹. Et il semble bien que ce soit le préfet qui ait lâché : « Ce n'est tout de même pas Hiroshima ! »² Le même préfet dit aussi qu'il allait sûrement « se

1. Ouest-France du 28 janvier 2000.

2. *Ibidem*.

créer des associations d'écologistes excités»¹. Jean Arthuis, de son côté, en homme garant, a déclaré que «les élus, s'ils étaient responsables, n'avaient pas à se mêler de ces associations, mais tout faire, au contraire, pour que la population reste calme.»²

Pour la conseillère générale du canton de Bais, Marie-Cécile Morice, –par ailleurs fidèle alliée de François d'Aubert, député (Démocratie libérale) de la circonscription et maire de Laval– c'est le meilleur moment pour abonder dans le sens de monsieur Arthuis, brandir un tract «insolent» et se plaindre de ce qu'il «en circule déjà dans tout le canton.»³

Réaction en chaîne

Le lundi suivant, 7 février, a lieu la première réunion publique d'information, à Izé. Des tracts –de ceux qui se sont envolés jusqu'au domicile de M^{me} Morice– ont été distribués dans la commune, des coups de téléphone ont été donnés, beaucoup de gens visités, invités. On attend 150 personnes, ce qui serait déjà un événement. Il y en a plus de 400.

Les membres de l'association ont passé des nuits à préparer un vrai contenu pour cette réunion essentielle. Ils sont allés pêcher en mer Internet, sur les sites spécialisés qui garantiront une édification «impartiale» –celui de l'Andra en fait partie– la documentation dont ils avaient besoin. Les conséquences économiques seront longuement développées –voilà qui parle à tout le monde. Mais aussi les données techniques, scientifiques, occasion pour tous de se former au nucléaire.

Les premiers acteurs d'un mouvement qui ne fait que naître ont compris tout de suite que le seul moyen de n'être pas «mangé» consistait à mobiliser un maximum de per-

1. Témoignages d'élus recueillis par l'auteur.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

sonnes. Pour cela, ils se font stratèges. Et leur stratégie est vite décidée : les opposants au projet se regrouperont en des multiples associations, à raison d'une par commune. Reprenant ainsi l'image de la réaction en chaîne propre à la culture nucléaire, et, surtout, escomptant une mobilisation de proximité dès lors plus efficace. Ainsi, plutôt que vouloir former une grosse association en lutte contre le projet, on cherche à les multiplier. «Dix ou quinze associations, ce serait pas mal!», se dit-on.

Aux organisateurs de cette réunion d'Izé, le directeur départemental des renseignements généraux, monsieur Dubu –c'est son nom– observateur de cette réunion intense, confie son étonnement avisé devant un tel succès.

Il est vrai qu'en Mayenne on craint que le massif granitique d'Izé ne soit guigné avec un intérêt particulier par les gens de l'Andra. Parce qu'on n'imagine pas un gouvernement assez fou pour aller énerver trop fort les Bretons dont chacun sait ici qu'ils ont contracté, à l'égard –entre autres!– du nucléaire, une allergie qui remonte à quelques décennies. En revanche, des sites comme ceux d'Athis-de-l'Orne et Izé présentent des avantages évidents : proximité de la Hague d'où seraient acheminés les déchets, région démographiquement peu dense et «vieillissante» telle que l'Andra les aime.

Peu après la réunion d'Izé, un reportage diffusé sur France 3 porte sur le problème de l'enfouissement des déchets radioactifs, avec une interview de Michèle Rivasi, députée apparentée PS, cofondatrice de la Crie-Rad, premier laboratoire indépendant dans le domaine nucléaire. Un téléspectateur en témoin : «Elle a confirmé à plus de 100 % ce qu'on avait dit à la réunion.» Par exemple, elle insiste, elle aussi, sur les trois mensonges suivants : le site de stockage présenté comme un laboratoire de recherche, l'acceptation d'un «labo» présenté comme seulement une étape avant

un nouvel acte de candidature pour le site définitif, le stockage en profondeur présenté comme réversible.

Deux jours après Izé, le 9 février, une association est constituée à Bais, chef-lieu du canton. L'équipe solide qui en a pris les rênes prépare une réunion publique dont l'impact sera déterminant. Elle a lieu le 15 février. Mille personnes sont entassées dans la salle, plus de 200 n'ont pu entrer. Des chaises sont réservées aux élus, qui sont priés de s'exprimer. France 3 s'est déplacé. Ça tombe bien, leur chaîne est à l'honneur, avec la diffusion de leur toute récente émission sur les déchets. Le vétérinaire du canton se lance dans un exposé mûrement préparé sur le fonctionnement d'une centrale nucléaire. Puis il est question d'agriculture, de traçabilité des produits, de valeur du patrimoine, des promesses de l'Andra (principalement, les 60 millions de francs par ans répartis sur le département «*pour reconnaissance par la nation de service rendu par la collectivité locale*»¹). Information à tout prix! Avertissement! En guise de questions, principalement des témoignages : notamment celui du maire de Saint-Martin-de-Connée, petite commune voisine, qui, le jour même, avait téléphoné au maire de Bure pour lui demander comment ça se passait là-bas. Lui-même est agriculteur à la retraite, le maire de Bure (Gérard Antoine) est agriculteur, le contact a pu s'établir facilement, en confiance. Il en ressort clairement que Bure est en train de «*se faire manger tout cru par l'Andra*». Témoignage déterminant, semble-t-il, dans la prise de position des élus du canton. En tout cas, mille personnes averties sortiront de la salle prêtes à partager leur nouvelle conviction, leur même combat. Beaucoup rentrent dans leur commune avec le souci d'y monter une association, ou simplement de se battre. C'est un bon début.

1. Rapport de la Mission Granite, chapitre III, développement économique des territoires.

Moins d'un mois après le communiqué du réseau Sortir du nucléaire, au moment où le Président de la République est en visite en Mayenne, 25 associations existent déjà. Aucun appel n'a été lancé en dehors du mouvement associatif, n'empêche que 500 personnes résolues manifestent à Laval le 24 février tandis que Jacques Chirac tient aux élus du département un discours dont les médias nationaux se feront l'écho. Dehors la foule crie : «*Les élus avec nous.*»

Une délégation est reçue par une conseillère du président, M^{me} Duthilleul, venue spécialement pour ausculter ces provinciaux mécontents. Elle confirme qu'un labo sera bâti de toute façon, mais elle ajoute – peut-être avec malice – «*là où la population se sera le moins mobilisée*».

Des propos qui ne tombent pas dans des oreilles de sourds et encouragent nos «*militants*» dans leur action. La stratégie est la bonne. Le mouvement de refus va grandissant, sensible surtout dans les campagnes. Les villes bougent peu, car tout va si vite que l'information ne les a pas encore vraiment atteintes. C'est le monde rural, touché de près, qui se montre le plus vif, le plus réactif. Mais sa colère a déjà dépassé le cadre d'un refus pour soi. Les associations communales militent pour qu'un site d'enfouissement ne s'implante «*NI ICI, NI AILLEURS*».

Trois messieurs s'invitent

Le 28 février, soit 4 jours après la première manifestation mayennaise, le quotidien *Ouest-France* annonce la venue imminente – pour début mars – d'une «*Mission collégiale de concertation Granite*» dans les sites choisis. Les trois bonshommes qui la composent seront là pour mener à bien une concertation auprès des populations, formalité indispensable au regard de la loi Bataille. Il s'agit d'un ingénieur général des mines, Pierre Boisson, d'un ingénieur du génie rural, des eaux et forêts, Philippe Huet et d'un préfet

de région honoraire et ancien conseiller d'État, Jean Mingas-son.

Chacun de s'interroger alors sur les possibilités qui auraient été offertes aux populations concernées de «réfléchir» au projet si, par un réseau non officiel, l'information n'avait été divulguée en avance sur les délais normalement prévus par l'autorité publique, dont la manœuvre habituelle consiste de toute évidence à prendre de vitesse l'opinion et la résistance citoyenne. Ce mode antidémocratique et irrespectueux, propre à la sphère nucléocrate, suscite l'agacement, le réflexe d'amour-propre.

Le lendemain, 29 février, est organisée la première réunion de l'ensemble des associations (il en existe alors une trentaine) pour une prise de contact, un échange d'informations. Il est décidé d'organiser une manifestation à Laval, le 11 mars.

Le 2 mars, l'hebdomadaire *Le Courrier de la Mayenne* apprend à ses lecteurs que l'association Mayenne Nature Environnement vient de faire connaître et d'expliquer son opposition au projet de laboratoire : *«L'idée de déplacer les déchets de haute activité, à durée de vie longue vers des sites sains nous paraît irrationnelle. [...] Le transport de ces déchets dangereux augmente aussi considérablement le risque de contamination. Nous réaffirmons notre opposition au déplacement et à l'enfouissement des déchets radioactifs. [...] Nous préconisons un stockage en surface, près des zones de production et demandons des garanties quant au suivi de ces déchets.»* Mayenne Nature Environnement se réfère également – comme l'ont déjà fait les associations – à un géologue de renommée, devenu ministre et amnésique, et qui avait eu l'occasion de donner raison à ceux qui se mobilisent contre ces méthodes de stockage en profondeur.

Le 7 mars, seconde réunion de l'ensemble des associations (elles sont maintenant 37). Assemblée générale de plus de 70 personnes, sans micro, sans meneur, où beaucoup s'expriment sur la nécessité de créer un collectif des associations, mais aussi et surtout sur le type d'accueil qu'il faut réserver à la Mission Granite. Une stratégie est adoptée.

Dans *Le Courrier de la Mayenne* du 9 mars, on apprend que le conseil de district de l'Erve et Charnie vient de voter une motion de rejet total de l'enfouissement des déchets nucléaires. Il demande que ces déchets radioactifs *«soient stockés dans un endroit sûr et réversible afin de pouvoir les récupérer en fonction des données de la science»*.

Le 10 mars, à la salle polyvalente de Villaines-la-Juhel, devant une assistance fournie et attentive, Didier Anger, conseiller régional Vert, ancien député européen, dresse un tableau édifiant de la situation du nucléaire en France et plus précisément du problème posé par les déchets. Des voix s'élèvent pour renchérir, d'autres pour dire leur ralliement aux opposants après ce qu'ils viennent d'entendre, enfin la voix seule du conseiller général du canton, le seul élu envisageant volontiers l'installation du laboratoire, au nom du progrès et de la grandeur de la science.

«Fallait pas toucher à la terre!»

Le lendemain, 11 mars, plus de 5 000 manifestants défilent à Laval, chef-lieu du département. Dans une ambiance joyeuse, quelque peu tonitruante, ils rejoignent la préfecture, symbole de l'état central. Les maires des communes sont en tête de cortège, dont François d'Aubert, député-maire de Laval, ceints parfois de leur belle écharpe tricolore. Du jamais vu ici! Jean Arthuis reçoit enfin une délégation. En réponse aux questions pressantes de cette dernière, il concède ne pas voir d'éléments positifs dans ce projet

et ajoute qu'il s'engage à le combattre face à l'ensemble des conseillers généraux. Un gros point vient ainsi d'être marqué.

Par ailleurs, la gendarmerie et les renseignements généraux préviennent le préfet que la Mission risque de connaître un déplacement difficile le lundi suivant. Information que Pierre de Bousquet ne saura prendre en compte.

Deux jours plus tard, lundi 13 mars après-midi, à Laval, au conseil général, les trois hauts fonctionnaires de la Mission collégiale Granite expliquent aux élus, maires, adjoints, conseillers généraux, régionaux, parlementaires : «*La loi nous demande d'informer et d'écouter. Nous nous obstinerons dans cette démarche.*»¹ Ils reprennent les éléments de la loi, indiquent que le laboratoire est le seul moyen de tester la solidité de la roche et la réversibilité. Ils n'omettent pas de rappeler que plusieurs sites nucléaires se trouvent aujourd'hui à proximité de vignobles de qualité, lesquels n'en souffrent pas. Ils évoquent ce maire d'une commune de l'Yonne où sont stockés des déchets radioactifs et qui est aussi le président départemental du tourisme. Néanmoins, la vingtaine d'élus qui prend la parole se montrera hostile au projet, sauf le conseiller général de Villaines-la-Juhel qui campe sur sa position «moderniste».

Parmi les informations délivrées, l'une d'elles va intéresser vivement les deux représentants des associations autorisés à être présents : le site de la Hague permet un entreposage pendant 50 ans encore, il n'y a pas d'urgence immédiate à en ouvrir un autre.

À Bais, 3 000 manifestants attendent de pied ferme la Mission tandis que, sous la pression des conseillers géné-

raux, Jean Arthuis refuse puis concède la tenue d'une assemblée extraordinaire. Elle est programmée pour le lundi suivant, avec vote d'une résolution contre le projet. Jean Arthuis précise que le vote se fera à main levée. Et que la séance sera publique.

Sur la route qui mène à Bais, on peut lire à tous les carrefours, dans les champs, sur certains murs de maisons, sur le bitume, des inscriptions hostiles au projet et au nucléaire.

Sur place, les 3 000 personnes sont nerveuses. Elles ont appris que, dans la matinée, le préfet a tenté une dernière manœuvre en cherchant à déplacer le lieu de cette réunion entre les associations et la mission. Il a fait joindre les «présidents» par téléphone, a donné l'information à *Radio-Mayenne* : c'est à Laval que se déroulerait donc l'entrevue. Il faut qu'un des principaux animateurs du mouvement entende le flash dans sa voiture pour qu'un démenti soit aussitôt exigé de sa part. La préfecture doit céder, l'entrevue aura bien lieu à Bais. Et le «piège» pourra fonctionner.

Quelques tambours improvisés chauffent l'atmosphère et contribuent à souligner le caractère solennel de mise pour cette journée. Un ULM vole dans le ciel, au-dessus de la foule, sur sa voile on peut lire un immense «NON». Les manifestants sont informés régulièrement de l'évolution du véhicule officiel, suivi à la trace par des sifflements railleurs.

Vers 19 heures, le mini bus des hauts fonctionnaires pénètre dans Bais, escorté par deux cents manifestants vitupérant. Il roule à deux à l'heure de l'entrée du bourg à la salle où doit se tenir la réunion. Devant l'entrée de la salle un «sas de décontamination» a été installé, par lequel les hauts fonctionnaires doivent passer, sous les huées de la population. Une grande banderole a rebaptisé la salle : Laboratoire pour l'enfouissement de la Mission Granite. Une fois ces trois messieurs entrés dans les lieux, c'est normalement au tour des 220 représentants des 44 associa-

1. *Le Courrier de la Mayenne* du 16 mars 2000.

tions de les suivre. Opération impossible, car le risque est trop grand de voir les manifestants, très pressants, pénétrer eux aussi, et en masse, dans la salle. Seule une quinzaine de délégués sont à l'intérieur. Un des porte-parole de l'ensemble des associations signifie à la mission que la réunion n'aura pas lieu, que les associations n'ont qu'une seule chose à dire : non ! Propos repris à l'extérieur alors que la foule hurle tout son saoul. Dehors, des tracteurs ont pris place autour du village et de la salle, et bloquent toutes les issues. La nuit arrive doucement, les gyrophares clignotent au-dessus des cabines de pilotage. La Mission n'a plus qu'à repartir, bredouille.

À l'intérieur de la salle, ses membres se précipitent sur leurs téléphones mobiles – pour constater que ce genre d'instrument ne fonctionne pas par ici, loin de Paris, décidément. Une négociation rapide se tient à partir de la proposition d'un porte-parole de convoier lui-même les trois messieurs, afin d'éviter toute atteinte physique. C'est d'accord. Il sort de la salle, annonce qu'il va prendre le volant du minibus et raccompagner la Mission à Paris. Celle-ci rejoint le véhicule sous les huées, quelques œufs volent et s'écrasent sur la tôle. Un mince cordon de sécurité et une trentaine de gendarmes protègent les représentants de l'État. Escortée par plus de 120 tracteurs et la foule compacte, la Mission s'éloigne lentement de son lieu de... mission. Dans le bourg, en travaux depuis quelque temps, des tas de pavés jonchent les trottoirs, pas un seul de ses projectiles éprouvés par l'histoire des peuples ne sera saisi par les manifestants. Au lieu de ça, les tambours clament un entêtant vacarme, font escorte. «*Ils font leur carnaval*», susurrent les importuns, alignés sur la banquette arrière. À la sortie du bourg, un moment de répit : on dirait que ça se calme. Monsieur Mingasson, le préfet de région, glisse à ses compagnons : «*Dès qu'on a une opportunité, on ouvre la porte et on part en courant*.» Le chauffeur d'occasion se retourne et le prévient : «*Avec tout le respect que je vous dois, Monsieur le Préfet, vous*

allez vous faire lyncher!» Alors l'homme de l'État se rencogne au fond de sa banquette et ne dit plus rien. Et les tambours reprennent de plus belle ! Simplement, le cortège venait de passer devant la maison de retraite, et le silence respectueux s'était instauré quasiment de lui-même, par décence naturelle...

«*Au carnaval, on chasse les démons!*», précisera plus tard le curé de la paroisse.

Quelque part, sur le goudron, un message : Mission = révolution.

Les gendarmes sont plutôt en sympathie avec les séditeux, ce qui ne manque pas de scandaliser les trois dignitaires. Ils signalent très régulièrement à la préfecture l'évolution du «*colis*» – on peut imaginer la carte étalée, le petit drapeau qui se déplace, et l'état major inquiet, supputant des manœuvres.

À un moment, dans une côte, l'embrayage commence à chauffer sérieusement. Pas évident de rouler à deux à l'heure sur autant de distance. Finalement, ça ira. Le convoi arrive dans Izé vers minuit. Les habitants sortent des maisons, amènent des sandwiches, du café, la Mission décline une proposition qui lui est faite d'aller se «*dégourdir*» jusqu'à la salle communale. Il est question de relâcher l'étreinte. On se dit qu'ils ont compris. Mais en fait, d'autres pensent que non. Alors, pour dénouer la situation, une idée s'impose : on va exiger un fax du préfet, stipulant l'annulation de toutes les réunions prévues pour le lendemain à Laval et à Bais¹. Ainsi on pourra dire que la Mission est réellement éconduite. Dans le minibus, beaucoup de discussions stratégiques. Le téléphone, de nouveau valide depuis la sortie de Bais, assure la liaison avec le QG de Laval. La pré-

1. À Laval le matin avec les associations syndicales et professionnelles, l'après-midi ils devaient revenir à Bais rencontrer la population.

fecture propose d'envoyer des forces musclées en mesure de dompter les mauvais sujets; bien qu'en mauvaise posture, le préfet Mingasson refuse catégoriquement : « On va prendre notre mal en patience, ça va se débloquer. » À 2h20 un fax préfectoral tombe, il précise que les réunions du lendemain sont annulées. Tout le monde est conscient d'avoir obtenu une petite victoire exemplaire, qui profitera à d'autres sites que la Mission doit visiter bientôt. Cependant certains réclament que ce papier soit également signé par les trois missionnaires. Lesquels refusent. Les responsables d'associations essaient de calmer les derniers extrémistes, de les convaincre qu'il faut maintenant laisser partir l'expédition officielle vers d'autres cieux. Le maire d'Izé, Fernand Duval, rassure les troupes : « Allez, ils ne reviendront pas... » Alors, ceux qui avaient égaré les clefs de leurs tracteurs les retrouvent, petit à petit le convoi peut redémarrer. Il traversera encore quelques kilomètres et deux bourgs, en klaxonnant gaie-ment. Ce n'est que dans la forêt de Sillé-le-Guillaume, à la limite du département, que le minibus sera libéré. Des gendarmes voisins le prennent alors en charge. Seulement à ce moment, les sbires du gouvernement osent ouvrir leur portière et foncent vers le fossé, obéissant enfin à une envie depuis longtemps pressante. Il est environ 4h35 du matin quand les trois jets de pisse marinée atteignent le fossé... sarthois!

Pendant ce temps les tracteurs s'éparpillent dans la nature, chacun rejoignant son havre. Dans les hameaux qu'ils traversent, des habitants sortent en pyjama sur le pas de leur porte et les acclament. Un témoin de cette soirée mémorable, dont le propos sera repris dans un article de l'hebdomadaire *Le Courrier de la Mayenne*, dira simplement : « Fallait pas toucher à la terre! »

La gueule de bois

Après sa procession, le minibus n'a pas rejoint Paris. C'est à Laval que la troupe en difficulté est rentrée dormir.

Le matin, après un sommeil trop bref, les membres de la Mission sont à la préfecture de Laval. Il est confirmé qu'ils ne rencontreront pas les socio-professionnels comme prévu avant le petit bouleversement de la veille. En revanche Philippe Huet, Pierre Boisson et Jean Mingasson donnent une conférence de presse très vengeresse. « Nous voulons dire haut et fort notre indignation sur la façon dont les choses se sont passées..., commence Philippe Huet, avant d'évoquer une foule excitée, des individus violents, des manifestants qui ont jeté des projectiles et proféré des menaces de mort. »¹ L'expert en démocratie poursuit nerveusement : « Ce sont des méthodes totalitaires, intolérables dans un pays civilisé. Nous réfléchissons à une action en justice. »² De son côté Jean Mingasson, ancien conseiller d'État, se plaint avec douleur : « Nous avons reçu tous les mots du vocabulaire orduriers provenant autant de gosses de 10 ans que de gens du troisième âge. »³ Les journalistes présents retiendront tous la formule usée : « Sinistre mascarade. »⁴

Le quotidien *Ouest-France* du lendemain a titré « La Mayenne en état de fièvre » en première page. L'événement est de taille, les articles et reportages se multiplient dans les médias régionaux et nationaux. Un tel coup d'éclat enthousiasme l'ensemble des opposants à l'enfouissement. La mobilisation s'en trouve encouragée. On apprend alors que la Mission avait déjà eu droit à un accueil difficile en Corrèze, premier site visité. À Saint-Julien-le-Vendômois,

1. À noter que les cris d'« assassins » qui furent effectivement lancés deviennent, dans la bouche de nos experts en sémantique, des « menaces de mort ».

2. Aucune action en justice n'a été intentée.

3. *Le Courrier de la Mayenne* du 16 mars 2000.

4. *Ibidem*.

250 manifestants pour une commune de 300 habitants avaient empêché la réunion d'avoir lieu.

Lors de ses déclarations à la presse, la Mission a fait l'éloge de Jean Arthuis, pour la qualité de son accueil et la qualité du débat au conseil général. Lequel Jean Arthuis s'en prendra bientôt, reprenant les termes des missionnaires, au climat antidémocratique qui a prévalu à Bais. Il ajoutera un «*J'ai honte pour la Mayenne*»¹ qui ne s'oubliera pas. La Mission glissera aussi qu'elle a reçu des excuses de la part de certains présidents d'association, manière insidieuse de semer la pagaille dans les troupes ennemies. Comme quoi, tout en jouant les victimes démocrates faces aux barbares incommodes, les trois professionnels de l'État se défendent très bien, s'il le faut par des attaques. Lesquelles, au demeurant, se révéleront assez efficaces puisque, dans les jours qui suivront, une certaine discorde naîtra au sein des associations, relative à certains mots malheureux, justement, qui furent considérés comme des regrets. Une mise au point bienvenue est apportée le 30 mars dans un courrier publié par l'hebdomadaire *l'Avenir agricole* : «*Quand j'entends parler de violence de la population, je dirais qu'elle est bien relative par rapport à la violence du lobby nucléaire qui dispose de multiples moyens et complicités pour faire pression et imposer ses choix en bafouant les principes essentiels de la démocratie. J'ai aussi perçu une certaine violence dans les propos d'annonce de la Mission Granite qui déclarait avant sa visite : "Nous irons au charbon et nous rendrons compte." Un tel langage mêlé à la promesse de sommes d'argent constitue un contexte explosif, pas très sain pour entamer le dialogue*», écrit cet agriculteur, par ailleurs président d'une association communale contre l'enfouissement. Il souligne les formes prises par une mobilisation qu'il considère comme «*le signe d'une grande citoyenneté*».

1. *Le Courrier de la Mayenne* du 23 mars 2000.

Ce courrier mit du baume au cœur de nombreuses personnes un peu perdues dans les réactions confuses qui suivent les fortes émotions partagées par tous. Il n'est jamais bon qu'une action ne soit pas assumée pleinement et ceux qui se font forts de démobiliser le savent.

Toujours est-il que le conseil général finit par voter, par 28 voix sur 32, une motion de refus d'un laboratoire et de condamnation du mode de concertation. Et bientôt, à l'initiative de Fernand Duval, maire d'Izé, ils seront 216 maires sur 261 à prendre ouvertement position contre un «laboratoire» en Mayenne.

Le 31 mars le conseil régional des Pays-de-la-Loire vote une motion présentée par Michel Nicolas, refusant l'implantation d'un laboratoire dans la région, autant dans le massif d'Izé qu'à Avrillé, en Vendée. Elle demande au premier ministre que les déchets ne soient enfouis ni dans notre région ni ailleurs et que soit renforcée la recherche sur le retraitement.

Autant dire que toutes les couches de la représentativité populaire se sont exprimées. Et c'est vrai aussi dans presque toutes les régions françaises concernées directement par ces poubelles souterraines. Quinze conseils généraux sur seize ont voté une résolution contre l'enfouissement. Mais dans le domaine du nucléaire, l'expérience montre que l'opinion même des élus n'est pas d'un si grand poids.

Autour du site d'Izé, de nouvelles associations communales se créent. Jusqu'à atteindre un total de 54! Entre 8000 et 10000 membres! Le plus fort mouvement social jamais vu dans la région.

Combat collectif

L'Andra, toujours dans un souci de transparence sans doute, a réussi à faire supprimer de l'arrêté préfectoral le suivi radiologique des eaux souterraines et superficielles sur le site du laboratoire, et ce contre l'avis du conseil départemental d'hygiène. Les élus, eux, déchantent : si l'argent a bien été déversé dans le département (Meuse), les emplois attendront, les entreprises retenues pour les travaux par l'Andra ne sont pas de la région.

Silence, n° 255, mars 2000.

En Bretagne, dans l'Orne, ailleurs, les manifestations contre les projets de site attirent de plus en plus de monde. Même le site en argile de Bure, où l'Andra entame ses travaux de construction du «laboratoire», voit son principe remis en cause par les partenaires locaux, notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Meuse qui appelle à des manifestations. La mobilisation autour des sites granitiques et les liens contractés avec elle, redonnent courage à une population qui était près d'abandonner.

Le rejet de l'enfouissement est très partagé, il dépasse tous les clivages habituels. Après des décennies ayant privilégié la piste nucléaire, avec un bilan négatif sur bien des plans, le moment serait-il enfin vraiment venu d'imposer un débat sur la question des déchets, sur la question de l'énergie en France? Beaucoup des nouveaux militants le pensent, ils se battront pour cela.

À Athis (Orne) le mouvement s'inscrit dans le contexte particulier de la Hague, toute proche. Les élus, toutes tendances confondues, ont vite pris position contre le projet et se sont réunis dans un collectif. Une fédération des associations et des syndicats est en place. Le 16 mars, la Mission Granite a été congédiée par 300 manifestants à Alençon. Des réunions-débats sont organisées afin de donner la parole aux citoyens.

En Bretagne, la sensibilité de la population au problème du nucléaire est connue. L'opacité qui entoure le démantèlement de la centrale de Brennilis, notamment, est mal supportée. Plusieurs collectifs existent. Réunissant jusqu'à près de 10 000 personnes, des manifestations ont eu lieu le 3 avril à Dinan, au Tregor, à Brennilis, le 15 à Quintin. Des réunions publiques se tiennent. La Mission pensait se rendre discrètement à Quintin en avril mais les renseigne-

ments généraux l'en ont dissuadée, sachant que les opposants étaient au courant.

En Vendée, où le site d'Avrillé est pressenti, bien que le refus de Philippe de Villiers et de son conseil général semble tenir lieu de garantie, une association citoyenne a toutefois été créée. Les Verts ont reçu instruction de ne pas suivre ce mouvement – le responsable Vert en Vendée est aussi le chargé de mission de Dominique Voynet.

À Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) la vigilance et le refus ne datent pas d'hier, l'association Granit est née en 1987 et ses membres sont habitués à la lutte, becs et ongles. Avec Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire), Neuvy-Bouin avait été le théâtre d'un âpre combat quand un projet similaire avait voulu s'imposer.

Dans la Creuse, à Auriat, on se bat également depuis longtemps, dès l'époque des recherches géologiques conduites par l'Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire. En 1991, des militants avaient été condamnés pour avoir saboté certains forages. Aujourd'hui un collectif s'occupe d'entretenir la mobilisation.

Dans le Puy de Dôme, à Croq-Fernoel, de nombreux élus ont pris position contre le projet depuis janvier 2000.

Dans le Cantal, à Glénat, et dans le Lot voisin, le comité de défense Châtaigneraie/Ségala compte 6 000 adhérents. Le 15 avril, 5 000 manifestants ont formé un NON géant de 60 mètres sur 20.

Pour ce qui concerne les massifs de Piegut-Pluvier, dont un collectif publie *La Châtaigne explosive*, et Saint-Barbant/Port Salle, tous deux situés aux limites de la Vienne, de la Haute-Vienne, de la Dordogne et de la Charente, la situation est un peu plus partagée. Dans la Vienne, la position pro-laboratoire de René Monory a jusqu'alors guidé l'opinion de l'ensemble des élus. Mais ceux de Charente, de Dordogne et de Haute-Vienne ont voté contre. Par ailleurs, il apparaît qu'une campagne cherche à démobiliser les

diverses associations en laissant croire que, seul département candidat, la Vienne serait choisie.

C'est en Corrèze que la Mission est d'abord venue, le 8 mars à Saint-Julien-le-Vendômois. 300 personnes sont venues «l'accueillir». La Mission n'a pas pu faire son exposé, les élus hostiles ayant écourté la réunion. Le collectif local alerte les élus, l'un d'eux, Jacques Chirac, n'a toujours pas répondu.

Un emblématique menhir de granit¹ a été érigé devant la préfecture de l'Aveyron (site de Sanseva). L'association des maires du département et le conseil général sont unanimes dans leur opposition. Un livre blanc a été rédigé, témoignant de ce refus et de la vitalité d'une région trop vite considérée comme désertique.

Ce sont finalement 15 conseils généraux sur 16 concernés qui expriment leur refus du projet. 5 conseils régionaux sur 8 concernés font de même.

En avril, suite à son échec auprès des élus et de la population et après avoir laissé entendre qu'elle se mettait «au repos», la Mission adopte une nouvelle stratégie. Elle cherche à rencontrer des responsables d'associations, des élus, des membres des conseils économiques et sociaux régionaux... à Paris! En mai (le 10), le quotidien *Ouest-France* affiche son «esprit d'ouverture» en proposant un débat entre Jean Mingasson, l'un des trois missionnaires, ancien préfet de région, et «un anti-nucléaire ne refusant jamais le dialogue», Max Jonin, membre du conseil économique et social de la région Bretagne. Mais la Mission va plus loin, elle se propose même de dialoguer par Internet! C'est qu'elle doit remettre dans l'été

1. Le symbole du menhir et de la résistance gauloise telle qu'elle nous vient des *Aventures d'Astérix et Obélix* a été repris à plusieurs reprises dans les mouvements contre l'enfouissement. À Izé le bulletin de l'association communale pour la protection et la sauvegarde du Massif s'appelle : *Le réveil... des menhirs*.

son rapport au gouvernement, avec ses conclusions, ses verdicts. Il lui est essentiel de pouvoir prétendre avoir « concerté », il y va de sa légitimité.

En guise de dialogue « donnant, donnant », les associations « bombardent » le site Internet de la Mission, mais aussi celui de l'Andra et des ministères concernés !

Parallèlement, les différents collectifs réunis les 29 et 30 avril par la coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs adoptent une charte dont les exigences sont : *« L'abandon de tout projet d'enfouissement de déchets radioactifs, et en tout premier lieu l'arrêt immédiat du laboratoire d'enfouissement de Bure. L'abrogation de la loi de 1991 et de tous ses décrets d'application. La décision immédiate de l'arrêt de la production de tous déchets radioactifs et de leur retraitement, donc la sortie du nucléaire civil et militaire. »*

Le 27 mai, les 300 000 pétitions recueillies – dont 30 000 en Mayenne, sont déposées dans les diverses préfetures, puis adressées au gouvernement.

La nuit du 17 au 18 juin est décrétée *Nuit nationale*, en hommage à l'opacité du dossier et des méthodes employées par l'Andra et l'entreprise nucléaire en général.

À partir de juillet, une occupation du site de Bure est décidée. Un campement pousse devant les grilles qui ferment le chantier, des sympathisants viennent de France et d'Europe y passer un ou plusieurs jours à la bonne franquette et discutent avec leurs hôtes qui mènent le combat avec grand courage. Plusieurs centaines de passants viennent ainsi apporter leur soutien, ils viennent souvent des sites granitiques choisis par l'Andra, se sentent désormais concernés par le chantier de Bure, dont nous verrons plus loin comment il a été imposé.

En visite en France, le physicien américain Arjun Mahkijani, directeur de l'*Institute for Energy and Environmental Research (USA)*, vient parler à Bais devant plus de 500 personnes. C'est ensuite à Bure qu'il apporte son soutien aux résistants à l'enfouissement. Il déclare : *« Au début je croyais à une solution raisonnable pour les déchets nucléaires, mais après 20 ans de recherche, je sais aujourd'hui qu'il n'y a pas de bonne solution. »*¹

Ce même mois de juillet 2000, le sous-préfet de Mayenne envoie un courrier aux mairies des communes « engagées », leur demandant le retrait de la subvention qu'elles ont accordée aux associations d'opposition au projet de laboratoire d'enfouissement. Il s'appuie sur un arrêté de Conseil d'État en date de 15 novembre 1995, pour lui, en effet *« l'objet de ces associations relève d'un domaine étranger aux affaires de la commune »*, elles ne peuvent donc recevoir des subventions communales. Le sous-préfet menace les communes qui ne s'exécuteraient pas *« sans délai »* d'engager à leur encontre une procédure d'annulation devant le tribunal administratif et de saisir la cour régionale des comptes.²

Le 27 juillet, le rapport que la Mission Granite a remis aux ministres est publié. On y découvre sans vraie surprise la grande difficulté qu'elle a rencontrée pour assurer une concertation efficace et complète avec l'ensemble des personnes concernées. Un communiqué de presse des trois ministres réaffirme *« l'attachement du gouvernement à toutes les voies de recherche »* et évoque la réversibilité du stockage. Peu après, la physicienne Monique Sené, du Collège de France, rappelle que *« la réversibilité est un concept séduisant mais impossible à mettre en œuvre avec des produits radioactifs »*.³

1. Est républicain, 28 juillet 2000.

2. Courrier de la Mayenne, 27 juillet 2000.

3. Libération, 16 août 2000.

À la fin du mois de juillet 2000, Lionel Jospin – qui vient de refuser un entretien avec une délégation de la coordination nationale contre l'enfouissement – reçoit les résultats d'une « Étude économique prospective de la filière électrique nucléaire ». On y indique un coût moindre pour la filière gaz que pour la filière nucléaire. Ce qui n'empêche pas le secrétaire d'État à l'Industrie, Christian Pierret, d'affirmer : « Les scénarios à fort contenu nucléaire sont en définitive ceux qui, pour l'avenir, se révéleront les plus économes et les moins agressifs à l'égard de l'environnement. »¹

Le 14 août, le préfet de Laval déclare à Michel Nicolas que le gouvernement abandonne l'idée d'un stockage en profondeur, qu'il va opter pour le stockage en sub-surface. Mais une déclaration officielle du gouvernement allant dans ce sens se fait toujours attendre. Au contraire, ce qui ressort des dernières positions officielles indique plutôt une poursuite des recherches en sites granitiques et autres. Il faut croire que toute confusion est censée profiter à la démobilisation – pas de combat sans stratégie, de part et d'autre.

Le 27 août, un rassemblement à Bure permet à nombre de militants de se rencontrer et d'échanger leurs expériences. Didier Anger anime une discussion. Une chaîne humaine se forme autour du chantier de l'Andra (d'une superficie de 17 hectares), les grillages qui enclosent le site sont, par endroits, symboliquement couchés sur le sol argileux par quelques bras forts. Les vigiles de l'Andra filment les visages qui vont augmenter leurs fichiers « transparents ». Bientôt des jeeps très martiales quadrillent les alentours et un détachement d'uniformes prend place pour s'opposer à une éventuelle humeur des manifestants, lesquels poursuivent cette balade avec nonchalance avant d'être dispersés

par une ondée fort équitable, le ciel se faisant arbitre magnanime.

Dans le courant du mois de septembre, une émission de télévision de *France 3 Pays de la Loire* rapporte que le Bureau de Recherche Géologique et Minière, le BRGM, va faire circuler sur le Massif armoricain (qui recouvre tout l'ouest de la France) trois camions vibreurs chargés de sonder le sous-sol jusqu'à une grande profondeur. Ceci dans des buts divers dont, est-il souligné, l'éventuel enfouissement de déchets radioactifs...

1. *Ouest-France*, 31 juillet 2000.

Experts au-dessus de tout soupçon

Lors d'un débat au conseil général de l'Isère (déc. 1976) au sujet du surgénérateur prévu à Creys-Maleville, Lew Kowarski, dernier représentant de la grande génération des fondateurs de la physique nucléaire, déclarait : «Les gouvernements écoutent leurs experts désignés et n'écoutent que ces experts... Ces spécialistes techniciens, bien entendu, tirent leurs gains, leur carrière, leurs préoccupations quotidiennes des lignes suivies par les organismes auxquels ils appartiennent. Les autres (les 4 000 savants groupés en France contre le nucléaire), on ne les écoute pas.»

Denis de Rougemont

Les scientifiques français sont souvent totalement ignorants des détails techniques qui jouent un rôle majeur dans l'exploitation du nucléaire civil ou militaire et leur réaction devant certaines options est aussi sentimentale que celle de leur entourage sociologique ou politique. Elle ne doit rien à l'analyse scientifique des problèmes dont les données sont fournies aux décideurs par des cercles très fermés.

Richard L. Garwin

BRGM : l'État au service de l'État

*C'était tout à fait comme un puits très profond :
seulement il n'y avait pas d'eau dedans.*

Lewis Carroll

Quand il doit pratiquer un forage dans son terrain, c'est-à-dire dessous, l'agriculteur, ou l'entrepreneur, en rend compte au Bureau de Recherche Géologique et Minière. Rien de ce qui concerne le sous-sol ne doit échapper à ce service de l'État...

Il y a quelques années, de braves messieurs très équipés se sont promenés dans la campagne autour d'Izé, comme dans bien d'autres campagnes. Tellement affairés, concentrés, qu'ils n'ont pas songé à se présenter. À la mairie par exemple. Ça se fait, dans le bocage! Et quand on leur a demandé ce qu'ils «fabriquaient», ils ont répondu qu'ils cherchaient de l'eau. Une demi-vérité, disons, qui vaut pour un gros mensonge. L'étude de massifs granitiques dont on juge l'état de sécheresse, quand elle est réalisée dans un but précis, il pourrait être courtois et intéressant de l'annoncer, ne serait-ce qu'à un élu local! En mission pour le B.R.G.M., oui, mais en mission un peu spéciale. Il s'agissait plus exactement, pour ces agents, de dresser un inventaire des sites pouvant accueillir un laboratoire souterrain.

Bref, l'eau c'est transparent, le BRGM, beaucoup moins. *«Ils ne pouvaient l'annoncer à l'époque, sinon ça aurait été une levée de boucliers»*, confiait par la suite, le préfet de la Mayenne à quelques élus du Massif d'Izé. De ces aveux qui en disent long sur la prise en considération des citoyens et qui témoignent, s'il en était besoin, de ce que le secret fait partie des armes sacrées du pouvoir. Mais les armes ne sont-elles pas dirigées, en principe, contre l'ennemi?

Cet organisme d'État est supposé être indépendant du lobby nucléaire. En 1992, en plein débat breton autour d'un semblable projet de laboratoire d'enfouissement, un ancien chargé de mission à la Cogéma devenait directeur du BRGM de Rennes¹ et, à l'inverse, en février 1999, l'ancien directeur général du BRGM était nommé président de l'Andra. Ce dernier, Yves Le Bars, n'est toutefois pas considéré comme appartenant au lobby nucléaire habituel².

La carte établie par le BRGM met en évidence les sites dont le granite est le plus résistant aux infiltrations d'eau et à d'éventuels travaux d'excavation. En outre, les membres de la Mission collégiale Granite, dans une interview au quotidien *Ouest-France*, nous précisent que «*tout cela a été soumis au Comité national d'évaluation, qui réunit des experts français et étrangers.*»³

Les climatologues de l'Andra

Le gouvernement ayant décidé de poursuivre les recherches sur le stockage en couches géologiques profondes, l'Andra effectue une étude paléoclimatique. L'idée est la suivante : puisqu'il est question d'enfouir des déchets qui vont rester dangereusement actifs pendant plusieurs millénaires, il n'est pas inintéressant d'envisager l'évolution

1. Cf. *Ouest-France* du 14 mai 1992.

2. Cf. *L'Express*, 1^{er} juin 2000.

3. *Ouest-France*, 29 janvier 2000. Par ailleurs, on peut lire dans la loi de 1991, article 4, que ce comité, ou plutôt cette commission est composée de :

- six personnalités qualifiées, dont aux moins deux experts internationaux, désignées par l'Assemblée nationale et le Sénat, sur proposition de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques;

- deux personnalités qualifiées désignées par le gouvernement, sur proposition du conseil supérieur de la Sécurité et de l'Information nucléaires;

- quatre autres personnalités proposées par l'Académie des sciences.

naturelle des sites choisis. Ce qui passe par l'histoire lointaine de la région.

Est-ce que ça bouge, par exemple? Parce que, peut-être... ce qui a bougé bougera!

Et le climat. Une glaciation survenant dans quelques dizaines de siècles agira sûrement sur des fûts de déchets radioactifs. Qui pourra prétendre ensuite que l'Andra ne se soucie pas de nos enfants? Elle publie finalement des cartes : la France voici 18 000 ans, la même France datant de 8 000 ans. Elles montrent que le pergisol, sol gelé en permanence et en profondeur, s'est toujours limité à un maximum de 300 mètres. Traduction enfantine : enfouir à plus de 300 mètres ne présente aucun danger!

La Mission Granite

«Je trouve anormal qu'il y ait confusion entre concertation du public et concertation des élus.»

Corinne Lepage¹.

Rappelons que cette Mission Granite doit assurer la concertation avec les élus et la population, obligation inscrite dans l'article 6 de la loi Bataille de décembre 1991 : «*Elle procède à toutes les consultations utiles auprès des élus, des associations et des populations concernées, à qui elle présente l'économie de l'ensemble du projet [...] Elle fait part des observations recueillies par un rapport aux ministres chargés de l'environnement, de l'énergie et de la recherche.*»

Les trois personnes qui la composent sont choisies «*pour leurs compétences*» conjointement par le ministre de l'Économie et des Finances et le secrétaire d'État à l'Industrie. Pas

1. Avocate, ancienne ministre de l'Environnement, dans l'émission *Grand Angle* de Sophie Douek, déjà citée.

moins de quatre ministres ont signé l'acte de naissance de cette Mission collégiale de concertation Granite : le ministre de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie; le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie; le secrétaire d'État à l'Industrie; la ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire¹.

Soit Claude Allègre qui, à l'époque où il dirigeait le BRGM, (car ce fut le cas), avait donné raison «à ceux qui se mobilisaient contre ces méthodes de stockage. Géologiquement parlant, le sous-sol [est] le plus mauvais endroit pour stocker des déchets à long terme. Pourquoi? Il contient de l'eau qui circule et pénètre tout...»

Soit Dominique Strauss-Khan, qui rêvait d'un pôle nucléaire franco-allemand (Framatome allié à Siemens) en vue de développer le fameux projet EPR, cette deuxième génération de réacteurs. Malgré l'arrêt du nucléaire en Allemagne, un rêve en train de se réaliser à travers la formation de la holding Areva (ex Topco) qui verra les deux fabricants devenir actionnaires de la même superstructure².

Soit Christian Pierret, secrétaire d'État à l'industrie, qui, le 5 juillet 2000, lors d'un colloque à l'Assemblée nationale, tint surtout à dire que l'ensemble des déchets à haute activité n'équivalait qu'à un morceau de sucre par habitant et par an, soit le volume d'une piscine, montrant ainsi sa bonne compréhension du sujet. Le même, au lendemain

1. Décrets du 3 août 1999.1. Création d'un Comité Local d'Information et de Suivi; 2. Constitution d'une mission chargée de prospecter et proposer un ou plusieurs sites granitiques en vue de réaliser un second laboratoire; 3. L'Andra installe et exploite un laboratoire souterrain à Bure. La nomination des membres date de novembre 1999.

2. Cf. à ce propos *Silence* de septembre 2000. Par ailleurs, le 21 novembre 2000 à l'Assemblée nationale, Lionel Jospin fait bien comprendre que le programme EPR n'est pas oublié, mais simplement différé. En outre, le 30 novembre 2000, le gouvernement lance la reconstitution du pôle nucléaire français, toute la filière nucléaire s'intégrant dans une holding nommée Topco, la première au monde. Le projet de Dominique Strauss-Khan d'unir Framatome à Siemens se réalise donc à cette occasion (cf. *Le Monde* du 1^{er} décembre 2000).

de l'annonce allemande de l'arrêt du nucléaire, le 20 juin 2000, accueillait monsieur Adamov, ministre russe de l'Énergie atomique...

Soit Dominique Voynet. Elle est contre l'enfouissement mais elle a signé le décret qui a lancé l'installation des laboratoires. Elle s'est justifiée en disant que c'était pour elle le seul moyen d'accéder au dossier... De l'aveu même du ministère de l'Industrie «elle a cédé sur pratiquement tout»¹. L'accord entre les Verts et le PS est violé sur plusieurs points sans qu'elle ne réagisse : fabrication du combustible MOX, lancement du site de Bure, nouveau contrat pour le retraitement de déchets étrangers à la Hague...

Son cas et celui des Verts, pris dans l'engrenage politicien, seraient à l'étude chez les électeurs...

Les membres de la Mission sont un ingénieur général des mines, un ingénieur du génie rural, des eaux et forêts, et un préfet de région honoraire et ancien conseiller d'État, soit Pierre Boisson, Philippe Huet, Jean Mingasson. Trois «sages» qui préviennent tout de suite les interlocuteurs : nous ne sommes pas des spécialistes du nucléaire. Ils ne sont en effet que de hauts fonctionnaires envoyés «au charbon»² par le gouvernement, chargés de venir sur place exposer le projet, écouter les questions et y répondre. Ils ambitionnent surtout d'entrer en contact avec les parlementaires, les élus et représentants divers avec qui l'on peut dialoguer en toute sérénité. Ensuite, ils se font forts de convaincre. Experts en communication avant tout, ils savent rebondir sur telle ou telle inquiétude légitime d'un élu, l'inviter à une entrevue plus approfondie, le rassurer, faire valoir son sens de la responsabilité, c'est-à-dire l'amener à envisager comme possible, envisageable, un projet auquel le bougre n'aurait jamais souscrit de lui-même. Le tout sur fond de

1. *France-soir* du 25 mars 2000, repris par *Silence* de septembre 2000.

2. Cf. un des titres de *Ouest-France* du 28 février 2000.

subventions (60 millions de francs annuels répartis entre la région, le département, les communes voisines du site)¹.

Des experts en communication, oui. Fatigués d'être éconduits et «*le moral dans les chaussettes*»², les sages n'en tentent pas moins de reprendre des contacts dans les départements. Quelques jours après la venue de la Mission Granite en Mayenne, un de ses trois membres téléphone assidûment à une élue régionale des Pays-de-la-Loire, lui demandant d'être son intermédiaire près des associations. Il explique qu'il est prêt à les rencontrer en dehors du département. Des contacts ont été pris avec les conseils économiques et sociaux régionaux, notamment en Midi-Pyrénées et en Basse-Normandie. La Mission a besoin d'un ou plusieurs médiateurs sur le terrain, quelqu'un du cru qu'on puisse gagner et qui ait bonne presse. Ensuite cette personne – en général un politique – joue de son influence autant qu'elle peut³.

L'important c'est qu'il y ait concertation, puisqu'elle est dans la loi. La nature de cette concertation et des interlocuteurs importe assez peu.

1. Les associations ont eu l'occasion d'en faire la démonstration, cette «*manne*» n'est en fait que minime. D'abord la somme, 60 millions ne représentent jamais que 2% du budget annuel d'un département comme la Mayenne. Elle englobe le coût de l'infrastructure du comité d'animation de l'Andra! Seulement un tiers irait aux collectivités. La commune de Bure, où se construit le laboratoire en site argileux, a dû toucher en tout environ 50 000 F (été 2000). Sans parler des pertes incalculables causées par la présence d'un laboratoire : en premier lieu la perte de valeur du patrimoine...

2. Expression employée par Michèle Rivasi lors de sa venue à Bonchamp, le 4 avril 2000.

3. Cf. l'exemple du pays de Fougères (35), dans une même situation, dans les années quatre-vingt-dix, où le député de droite Michel Cointat et le maire (P.S.) de Fougères ont joué ce rôle de médiateur.

Qui expertise les experts?

ou de l'intérêt des catastrophes

En 1956, est créé le Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI), qui dépend de l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale. Sa fonction consiste à informer la population sur les dangers des radiations, les contaminations diverses. Il est le seul organisme ayant cette compétence, le seul habilité. Son directeur en est le célèbre professeur Pellerin qui, en 1962, il y a bien longtemps, déclarait : «*C'est en tant qu'hygiéniste que je viens affirmer que le devenir de l'énergie nucléaire représente un immense bienfait pour la santé de l'homme... le véritable danger serait d'abord que l'opposition à l'énergie nucléaire se généralise et mette alors en cause le développement indispensable de cette source d'énergie particulièrement saine. Il s'agirait là, en fait, d'une agression délibérée contre la santé de l'homme.*»¹

Pendant l'été 1989, les autorités d'Ukraine et de Biélorussie (les deux États les plus touchés par l'accident de Tchernobyl) sont en train d'établir le programme 1989-1995 d'évacuation de la population irradiée, elles invitent le professeur Pellerin à titre de représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé. Il préconisera des doses-vies (taux d'irradiation acceptable) 2 à 3 fois supérieures aux limites légales en France. Ces déclarations, couvertes par l'OMS et par le ministre français de la santé de l'époque, conduisent à diminuer le nombre d'habitants à évacuer des zones contaminées².

Le SCPRI est devenu office, l'OPCRI, il est aujourd'hui présidé par un ancien du Commissariat à l'énergie atomique.

Du côté des scientifiques, c'est en 1975 qu'est créé le Groupement de Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, GSIEN, qui publie *La Gazette Nucléaire*, soupçonné de sympathie active envers les antinucléaires.

1. Cité in CRAS, *Golfech le nucléaire*, 1999, p. 24.

2. *Ibidem*.

Prestations des politiques

Il faut attendre l'accident de Tchernobyl, en 1986, et les défaillances, ou plus exactement les mensonges grossiers des organes officiels¹, pour qu'un contre-poids disposant de moyens efficaces voie le jour. Lancé par des scientifiques en colère, la Commission Régionale Indépendante d'Information sur la Radioactivité, la CRII-Rad, pourra en effet se doter, grâce à l'argent des sympathisants, d'un laboratoire équipé, de bénévoles compétents, bientôt de permanents, en un mot d'un véritable outil permettant d'effectuer mesures et études sur la radioactivité. La CRII-Rad est implantée dans la Drôme.

Un critère assez sûr pour juger de l'indépendance d'un laboratoire : le souci d'informer la population du résultat de ses études. En 1994, en Côte-d'Or, le conseil général interdit à la CRII-Rad de signaler l'existence de l'étude qu'elle vient de réaliser pour lui et qui révèle des taux alarmants de tritium dans l'eau potable sur un tiers du département. La CRII-Rad doit effectuer à ses frais, et pour elle, une nouvelle série de mesures aux mêmes endroits, et qu'elle rendra public.

«La réversibilité totale est incompatible avec la sûreté... Les enquêteurs publics ont démontré cependant que la réversibilité était un élément décisif de la confiance des populations... vis-à-vis d'un éventuel stockage... La réversibilité est donc un moyen d'établir pendant plusieurs dizaines d'années, cinquante, je ne sais pas, la crédibilité des solutions techniques retenues pour un stockage et d'emporter la confiance du public...»

Christian Pierret
Secrétaire d'État à l'industrie¹

En attendant que des certitudes [...] soient disponibles ici – en particulier compte tenu de l'irréversibilité de certains des processus déclenchés –, la prudence est la meilleure part du courage et elle est en tout cas un impératif de la responsabilité : peut-être à jamais si, comme il est vraisemblable, une telle science excède à jamais toutes les capacités techniques réelles [...] Il se peut qu'ici l'incertitude soit notre destin permanent – ce qui a conséquences morales.

Hans Jonas

1. Le nuage qui s'était arrêté aux frontières! Mais des mensonges, il y en eut bien d'autres, par exemple cette même année 1986, celui concernant la centrale de Cruas (Ardèche) : des mesures y avaient été faites par EDF, elle-même; les résultats étaient alarmants. Ils furent transmis au SCPRI du professeur Pellerin. Lequel service, quelques mois après l'explosion de Tchernobyl et la désinformation à la française, demande au directeur de la centrale de modifier ses chiffres. Ce dernier refuse, transmet ses chiffres à Michèle Rivasi, de la CRII-Rad. Il est muté peu après. Cf. Michèle Rivasi & Hélène Crié, *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin-Michel, 1998.

Présentation

La vie des campagnes est, elle aussi, gérée par un bataillon de bonnes âmes plus ou moins élues, selon leur poste, qui donnent leur temps ou le vendent, également selon leur poste. Quand tout est en bon ordre on dit que chacun s'y retrouve.

Nous ne retiendrons dans un premier temps que les deux figures les plus voyantes, celles de François d'Aubert, député-maire de Laval, et celle de Jean Arthuis, sénateur et président du conseil général. Puis viendra l'heure de Michel Nicolas, l'homme pour qui la politique c'est la défense du territoire.

Dans les années quatre-vingt, François d'Aubert fut une des voix les plus féroces tonnant contre la gauche gouvernante. En 1983, il monte une radio locale avec émetteur surpuissant de 5 kilowatts (hors des limites autorisées) qui rayonne sur tout le département, Radio Perrine, chargée d'assurer son prestige électoral. La comptabilité qui lui en sera réclamée en 1986 par le tribunal de Laval ne pourra jamais être fournie¹. Spécialiste des milieux audiovisuels, François d'Aubert se prononce en 1993 contre la création d'une chaîne de télévision pour les jeunes². Il fut secrétaire d'État au Budget, du temps (bref) que son ami Alain Madelin était à l'Économie, et ensuite secrétaire d'État chargé de la Recherche. Il est actuellement vice-président de Démocratie libérale.

Une fois maire de Laval, en 1995, sa politique s'affirme logiquement : aides substantielles à l'enseignement privé, financement d'une crèche de Noël, subventions accordées aux scouts d'Europe et autres associations réputées proches

Note de la page précédente.

1. Cité in *la Lettre d'information* du réseau Sortir du nucléaire, n°9, avril 2000, d'après la retranscription préfectorale du discours enregistré le 15 novembre 1999 à Bar-le-Duc pour la première séance du Comité Local d'Information et de Suivi dont l'installation a donné le signal du départ des travaux de construction du «laboratoire» de Bure.

1. Cf. *Le Canard enchaîné* du 13 janvier 1988.

2. Cf. *Le Monde* du 7 décembre 1993.

des catholiques intégristes. En 1998, les élections régionales ébranlent le pays pour cause d'alliances de certains élus de droite avec le Front national. François d'Aubert apporte son soutien sans réserve à Charles Millon, droitiste emblématique de ce jeu sordide. Par ailleurs, à plusieurs reprises, il attaque en diffamation des journalistes locaux, réservés à l'égard de sa politique. Selon une conseillère municipale «*il fait régner sur la ville de Laval une étrange atmosphère*»¹.

En 2001, les lavallois ont néanmoins assuré à François d'Aubert une confortable réélection à la mairie du chef-lieu mayennais.

Chevalier du mérite agricole, sénateur, président du conseil général mais aussi ministre de l'Économie sous Alain Juppé, pour qui Jean Arthuis était «*le point faible du gouvernement*»². Il fut aussi le trésorier du Centre des Démocrates Sociaux. D'une opiniâtreté sourcilleuse, il semble un gestionnaire sérieux aux idées très «centrées». «*Sans doute est-il plus efficace d'agir sans proclamation*», écrit-il dans un livre paru en 1998, avant d'ajouter : «*Nous sommes dans un monde irréel!*»³

En 2000, il est toujours le maire de Château-Gontier, troisième ville du département qu'il a conquise à l'âge de trente-deux ans. Aux municipales de 2001, le dauphin qu'il se choisit est sévèrement battu.

Parenthèse TGV

En 1997, le projet d'un nouveau tracé TGV donne une première idée du comportement des deux ténors départementaux, ainsi que de leur regard sur l'aménagement du territoire.

1. Déclaration d'une élue de l'opposition lors de la réunion du 15 janvier 1999 repris dans *Autrement* 53, n° 13, mars 1999.

2. *Le Figaro* du 12 janvier 2000.

3. Jean Arthuis, *Dans les coulisses de Bercy, le 5^e pouvoir*, Albin Michel, 1998.

Dans le cadre du désenclavement de la région Bretagne, il a été décidé de créer une voie rapide entre Le Mans et Rennes, avec cet avantage considérable qu'elle permettra de gagner une dizaine de minutes entre ces 2 villes. Les populations se trouvant sur un des 4 fuseaux présélectionnés se démènent aussitôt, tiennent des réunions, décident de créer des associations opposées au projet; là aussi, une par commune, et sur certains points comparables à celles qui se développeront contre l'enfouissement de déchets nucléaires, mais leur ampleur est bien moindre.

Très vite, François d'Aubert s'oppose au projet. Surtout, il refuse l'idée que la gare de Laval puisse être déplacée hors de la ville; il demande au contraire sa valorisation, c'est-à-dire davantage de TGV vers Paris. Sachant prendre le vent instantanément pour mieux l'infléchir au bon moment, il explique, au cours d'une grande réunion organisée par le préfet le 20 juin 1997, que la construction d'une nouvelle ligne TGV par «*des grandes entreprises spécialisées, voire étrangères, est un moyen de faire entrer dans notre pays de la main d'œuvre clandestine.*»¹ Les 200 manifestants qui sont dehors, slogans et banderoles en avant, pour soutenir les élus «*qui ont pris position contre*» savent-ils ce que vient de dire François D'Aubert?

Lors de cette même réunion, Jean Arthuis prend une position nettement plus modérée. Il déclare que les avantages d'un tel projet «*ne sont pas considérables pour les Mayennais*»², mais se voulant surtout pragmatique, il estime qu'il n'est pas possible de s'y opposer, et propose d'ailleurs, puisque c'est à faire, que le tracé soit choisi au plus vite. Autrement dit, tout en prenant l'air d'être plutôt contre, Jean Arthuis s'emploie à emballer le projet.

1. *Ouest-France* du 21 au 22 juin 1997.

2. *Ibidem*.

En septembre de la même année, un débat du conseil général fait apparaître un clivage entre ceux qui passent pour les *anciens* –les opposants– et ceux qui s'affichent comme les *modernes* –les approbateurs. Jean Arthuis, en chef d'orchestre, fait adopter son texte à une voix près. Un texte favorable au projet.

Le médiateur

Dans le cadre de sa stratégie de persuasion, l'Andra procède selon quelques principes réputés efficaces. Les compensations financières prévues par la loi aident à convaincre les élus indécis. Mais une approche très «communicante» est également nécessaire. L'Andra peut utiliser les services de cabinets spécialisés dont le travail consistera en général à repérer puis évaluer les «forces» sur le terrain.

Ensuite, un très excellent principe exigera de trouver un «médiateur» local. Quelqu'un qui puisse faire admettre, par exemple, qu'il s'agit d'un projet de laboratoire et non de centre d'enfouissement (le texte de la loi étant suffisamment ambigu pour laisser planer le doute) ou jouer sur le terme de *réversibilité*. Ainsi, un comité interministériel a même proposé, un jour de décembre 1998, le concept inédit d'enfouissement définitif... réversible¹! Il est évident que cette notion de réversibilité est surtout destinée à rassurer les populations trop sensibles à tout ce qui est sans espoir de retour.

Au cours des années 1991-1994, dans le pays de Fougères, confronté à un même projet de laboratoire d'étude de stoc-

1. Citons deux passages de la loi de décembre 1991 qui en disent bien toute l'ambivalence : ...*Cette autorisation [à laquelle est soumis le stockage souterrain en couches géologiques profondes de produits dangereux] ne peut être accordée ou prolongée que pour une durée limitée et peut en conséquence prévoir les conditions de réversibilité du stockage.* (article 3-1)... *L'étude des possibilités de stockage réversible ou irréversible* (article 4). (Mots soulignés par l'auteur.)

kage de déchets nucléaires, le député de droite, Michel Cointat, et le maire socialiste de Fougères, Jacques Faucheux, jouèrent tous les deux ce rôle, avec ce grand intérêt que leurs étiquettes politiques respectives permettaient de dépasser les clivages trop convenus¹.

En Mayenne, Jean Arthuis, par sa situation politique prédominante, son sens des responsabilités, son goût affiché pour la «transparence démocratique», correspond tout à fait au médiateur idéal. Pourquoi n'aurait-il pas endossé un rôle-titre qui le valorisait encore près d'instances nationales? Sauf que le contexte populaire vint le contraindre dans ses positions et lui faire adopter une attitude plus tranchée qu'il n'en a l'habitude.

Hiver 2000

«Tout le problème vient de ce qu'on a trompé les gens ici, alors y n'ont plus confiance dans ce qu'on leur dit. Moi je suis de la Hague... et quand les gens de la Hague ont été trompés, c'est dur, c'est long, pour retrouver leur confiance.»

In Françoise Zonabend
La Presqu'île au nucléaire

Le 27 janvier 2000, le conseil général de la Mayenne est en session de travail à l'hôtel du département, Jean Arthuis présente les conseillers qu'il a une déclaration importante à leur faire.

Après avoir rappelé le contenu de la loi Bataille de 1991 et le choix de 15 sites, révélés plus tôt que prévu –grâce ou à

1. Source : Coëdra info, n°12, bulletin du collectif d'opposition à l'enfouissement des déchets radioactifs d'Ille-et-Vilaine, d'après un document du comité national d'évaluation d'octobre 1998.

cause du réseau Sortir du nucléaire (lui-même renseigné par le cabinet de Dominique Voynet? Tout le laisse croire)– il annonce que le canton de Bais a été repéré par les scientifiques. Plus exactement « un bloc de granite d'une dizaine de kilomètres de long situé à l'ouest d'Izé et qui, en fait, empiéterait sur les cantons voisins ». Il ajoute que « ce type de projet doit être étudié avec le plus grand soin ». Conclusion de l'article de Ouest-France du 28 janvier : « Toutefois, le président a invité les conseillers généraux à ne pas s'alarmer inutilement : "Attendons d'être informés", leur a-t-il dit. »

Bientôt Jean Arthuis se souvient qu'il a fait vœu d'attaquer le gouvernement sur son manque de transparence, cette fameuse transparence dont il fait une règle démocratique¹. Il convient aussi de l'intérêt supérieur de la nation, évoque l'acceptation du passage du TGV, « un vrai déchirement », laissant donc entendre qu'un seul déchirement, c'est bien assez².

Quand, le 11 mars, la délégation qui représente les 5 000 manifestants de l'après-midi est reçue au conseil général, Jean Arthuis assure que la Mayenne n'est pas candidate à l'installation d'un laboratoire chez elle. Il s'engage à combattre le projet devant les élus du conseil général mais il refuse de réunir une session exceptionnelle, donc de considérer que la venue de la Mission deux jours plus tard constitue une urgence. L'attitude de Jean Arthuis est constante : d'une part, jouant dignement son rôle de représentant du peuple, il tient un discours de compréhension qui, la mobilisation des citoyens étant ce qu'elle est, va jusqu'à l'engagement de les soutenir; d'autre part, il reporte le débat de trois semaines, ce qui laisse le temps à la Mission

1. « La transparence est la règle en démocratie » in Jean Arthuis : *Dans les coulisses de Bercy, le 5^e pouvoir*, Albin Michel 1998, p. 87.

2. *Ouest-France* du 7 février 2000. Il prononce ces mots à un moment où le ministre des Transports n'a rien décidé et où l'opposition à ce projet de nouvelle ligne espère encore être entendue.

de nouer des contacts et d'avancer ses pions, avec cette conséquence que toute la concertation passerait du « En avez-vous besoin? » au « Comment procéder? »

Précision : la question exacte que lui posaient les délégués des associations était : « La Mayenne a-t-elle été un jour candidate? » Or M. Arthuis n'y répond pas exactement en disant que la Mayenne n'est pas candidate. Cette méfiance des militants à l'égard du président du conseil général vient peut-être du fait que beaucoup d'entre eux n'oublient pas que Château-Gontier, ville dont Jean Arthuis est le maire, était bien sur une liste de 28 sites présélectionnés en 1992. Et quelques années auparavant, en 1988, un débat passionné remuait toute la région voisine de Segré, en Maine-et-Loire – à propos de l'implantation d'un même site d'enfouissement de déchets radioactifs – Jean Arthuis, alors secrétaire d'État attaché au ministère de l'Économie, avait déclaré lors d'une visite dans la région : « Le Bourgueil et le Chinon dont je suis amateur sont produits près d'une centrale nucléaire et ne semblent pas en souffrir. »¹

Le lundi 13 mars, grand jour de la réunion des élus avec la Mission Granite, Jean Arthuis fait savoir que « la Mayenne n'est pas candidate pour accueillir ce laboratoire et j'y suis, à titre personnel, opposé » et il ajoute que « tous les grands sujets de société doivent faire l'objet de débats contradictoires »². Michel Nicolas, conseiller général du canton d'Évron, lui lance : « Être soi-disant homme d'État, ce n'est pas hésiter, attendre et prendre une position en fonction de l'état d'esprit de la population, mais savoir clairement se situer en fonction des intérêts des Mayennais. »³ Et il demande le vote immédiat d'une motion. Marie-Cécile Morice, conseillère générale du canton de Bais, l'appuie. Jean Arthuis entend cette dernière, il programme pour le

1. *Le Courrier de l'Ouest* 19 janvier 1988.

2. *Ouest-France* du 14 mars 2000.

3. *Ibidem*.

lundi suivant, 20 mars (au lieu du 25 mars, prévu initialement), une séance publique des élus sur le sujet, avec vote d'une motion à main levée.

Jour «J», l'assemblée départementale est au complet pour le grand débat. D'entrée de jeu, Jean Arthuis dénonce : «Ce qui s'est passé à Bais n'est pas à mettre à l'actif de la démocratie; je blâme tous ces actes de violence et ces méthodes totalitaires. J'ai honte pour la Mayenne.»¹ Pour sa part, Michel Nicolas déclare que «si on en est arrivé là c'est en partie parce que la population ne s'est pas sentie épaulée. «Les Mayennais ne se sont pas comportés de façon excessive mais déterminée; le totalitarisme c'est du côté de l'État qu'il se trouve...» Jean Arthuis reprend la parole : «Je n'ai pas douté de la sincérité des associations. Par contre j'ai douté de la vôtre, monsieur Nicolas.»² D'une manière plus générale, le principal motif de l'opposition des élus au projet c'est que... les populations y sont opposées. «Nous allons prouver que nous sommes solidaires de la population, et que cessent toute suspicion et toute polémique!» résumera Marie-Cécile Morice³.

Cependant, la motion est en premier lieu une attaque sévère de la politique gouvernementale, essentiellement sur «la méthode et le mode de concertation mis en œuvre». Le gouvernement est en outre prié de «bien vouloir s'expliquer devant le Parlement sur sa politique en matière d'énergie nucléaire, de répondre aux conclusions du rapport parlementaire présenté le 9 mars 2000 par madame Michèle Rivasi (...) mettant clairement en évidence le manque total de cohérence s'agissant de la gestion des déchets radioactifs...» Il ne s'agit pas seulement de condamner le projet de laboratoire en Mayenne mais aussi d'en profiter pour polémiquer avec des opposants politiques. À tel point que les rares conseillers généraux socialistes préféreront s'abstenir, dénonçant un ton déplacé en la circonstance. Ainsi Jean

1. Le *Courier de la Mayenne* du 23 mars 2000.

2. *Ibidem*.

3. *Ouest-France* du 21 mars 2000.

Arthuis réussit plus ou moins à les ranger parmi les impopulaires favorables à l'enfouissement.

Le député-maire de Laval, François d'Aubert, met «sa main au feu que cela ne se fera pas en Mayenne». Dans un entretien accordé au *Courier de la Mayenne*, à propos des membres de la Mission Granite, il déclare : «Honnêtement, ils n'y connaissent rien. [...] leurs informations sont insuffisantes et biaisées. Franchement, leur dossier n'est pas très honnête. Les arguments donnés sont technocratiques, typiques d'un lobby pro-nucléaire...» Pour ce qui est des événements agités du 13 mars, à Bais, il soutient la population tout en précisant : «Quand on a chauffé les gens à blanc, il ne faut pas s'étonner.» Surtout, il attaque très frontalement les Verts, et il est vrai qu'il a beau jeu de railler l'attitude de Dominique Voynet, la ministre de l'Environnement, qui, tout en étant contre l'enfouissement, a signé le décret lançant les travaux du laboratoire de Bure. Mais si les Verts sont sa cible préférée, peut-être est-ce également parce que son adversaire la plus décidée au sein de son conseil municipal en fait partie. Et ce sont les Verts qui ont fait circuler, lors du rassemblement actif de Bais, un tract compromettant pour ce nouvel adepte des idées hostiles à l'enfouissement. Y est reproduite une adresse de François d'Aubert à Yves Cochet (député Vert) datant de l'année précédente (séance du 21 janvier 1999). Extrait : «Le nucléaire est une réussite exemplaire d'une filière complète, allant de la recherche fondamentale aux applications concrètes – et réussies – militaires et civiles, d'une filière technologique alliant une multitude de savoir-faire qu'il faut conserver, d'une filière performante avec le CEA, Framatome, Cogéma et EDF. [...] Il faut appliquer la loi Bataille. Deux sites de stockage sont prévus. À ce jour, un seul a été désigné. Où est le second? [...] Quand va-t-il être désigné?»¹

1. Texte de la séance disponible sur le site Internet de l'assemblée nationale, <http://www.assemblée-nationale.fr/2cri1999>.

Le 24 mars, Marie-Cécile Morice, conseillère générale du canton de Bais, se fend d'un courrier à tous ses électeurs potentiels. Elle y explique qu'à titre personnel elle a manifesté très tôt son opposition et y joint sa déclaration faite devant l'assemblée départementale, où on peut lire notamment : «*Nous devons tout mettre en œuvre pour faire revenir rapidement la sérénité et la reprise des activités professionnelles de chacun.*»

Jean Arthuis annonce que, le 6 avril, il posera une question au gouvernement à propos de l'enfouissement, l'invitant à cesser ses incohérences. Il ajoute : «*Ce n'est pas en laissant M^{me} Rivasi publier un rapport qu'on va améliorer la situation.*»¹

Revenant sur le débat des élus qui précéda le vote de la motion (le 20 mars), un journaliste du *Courrier de la Mayenne* observe que, lors des réunions des élus au conseil général, les conseillers généraux qui ont pris la parole sont «*pratiquement toujours ceux qui seront soumis à la réélection l'année prochaine, donc ceux de l'Est du département.*»² L'horizon des municipales et des cantonales a certes joué un rôle important. Bien des maires avaient cela en tête, et, s'il faut en croire les exemples du passé, ils avaient raison. Partout en France, bien des mairies et des cantons se sont perdus ou gagnés sur de telles questions, indépendamment des positionnements politiques des uns et des autres. Ce qui explique chez les députés une schizophrénie très engageante. Combien d'élus se sont vus prendre position contre une installation nucléaire, par «*sympathie*» envers leur électorat, quand ils soutenaient à l'assemblée le programme qui amenait cette installation!

1. *Le Courrier de Mayenne* du 6 avril 2000.

2. *Le Courrier de la Mayenne* du 23 mars 2000.

Michel Nicolas, l'étincelle

Il est à ce moment-là encore le président départemental d'un parti pronucléaire devant l'Éternel, le RPR, également maire d'Évron, conseiller régional et général, président du SVET (Syndicat à vocation économique et touristique) des Coévrans qui regroupe 27 000 habitants, et surtout président du label «*Boeuf fermier du Maine*» dont il est très fier!

C'est un fils de paysans, vétérinaire, une nature chaleureuse, directe. Il ferait beaucoup pour la culture et pour la «*viande*».

À la nouvelle du projet, il réagit aussitôt. Pas question, pour lui que la Mayenne devienne «*la poubelle nucléaire du grand Ouest*»¹. C'est dans son bureau de la mairie d'Évron, où des militants néophytes sont allés lui demander conseil, que sont rédigés les statuts de la première association. Dans les premiers temps, il est présent à toutes les réunions publiques. Et il prend la parole. Pour lui, défendre la qualité de l'élevage et se battre pour un environnement préservé, incompatible avec un site d'enfouissement, sont une même exigence. Il le clame haut et fort.

Pour beaucoup, il est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. La présence annoncée d'un notable aussi populaire dans les réunions est sans doute une des raisons de la forte affluence que connurent ces premières soirées. Avec Fernand Duval, maire d'Izé, il a entraîné les autres élus de la région, rendant le combat évident pour la population. On l'accuse d'être un manipulateur, de faire de la politique politicienne, il estime avoir fait son travail, «*défendu son territoire*»².

Quand il va saluer Jacques Chirac, le 24 février, à la préfecture de Laval, quelques heures après avoir manifesté avec 500 personnes, le «*président de tous les Français*» glisse à

1. *Ouest-France* du 7 février 2000.

2. Entretien avec l'auteur, le 21 août 2000.

Renseignements généraux, enseignements particuliers

celui qui conduisait ici son comité de soutien lors des dernières présidentielles : « Michel Nicolas, vous faites très fort ! »¹

Un de ses collègues du conseil général le gronde : « T'es complètement fou, c'était une mine d'or qui tombait sur les Coévrans. »²

« Non mais... Le fric ! L'argent ! D'un seul coup... dans leur tête, ça a fait tilt. Comme l'argent va principalement au département, ils se sont dits : on va pouvoir faire des choses. Alors ça, j'ai trouvé ça lamentable ! »³ confiera plus tard Michel Nicolas.

Petit détail : Michel Nicolas est candidat aux prochaines sénatoriales (23 septembre 2001). Ce jour-là, les 216 maires électeurs, qui ont soutenu avec lui Fernand Duval, maire d'Izé, dans sa position contre l'enfouissement, iront voter...⁴

Mars 2001

Aux élections de mars 2001, dans le canton de Villaines-la-Juhel – un des quatre cantons concernés directement par l'éventuel projet de laboratoire de l'Andra –, un paysan de sensibilité ouvertement écologiste se présente comme candidat *sans étiquette* au siège de conseiller général. Il est élu. Il crée une coordination départementale d'élus contre l'enfouissement qui regroupe une soixantaine de personnes au début de l'été 2001.

1. Entretien avec l'auteur, le 21 août 2000.

2. *Idem.*

3. *Idem.*

4. À noter que le 19 mai 2001, après sa réélection à la mairie et au canton d'Évron, Michel Nicolas président du Syndicat à vocation économique et touristique des Coévrans depuis 8 ans, a été battu lors de la dernière assemblée générale réunissant les représentants de 38 communes du S.V.E.T. « Certains souhaitaient manifestement affaiblir Michel Nicolas, candidat aux sénatoriales » note Ouest-France du 30 mai 2001.

De son côté, âgé de 75 ans, Fernand Duval ayant fait savoir qu'il ne souhaitait pas renouveler son mandat de maire d'Izé, c'est une agricultrice qui devient maire. Mais après certaines démissions de conseillers, c'est finalement Fernand Duval qui reprend le fauteuil de premier élu de la commune.

J'aime l'odeur de la terre.

Jean-Loup Trassard.

La région du massif d'Izé comprend des fermes dont la superficie moyenne est d'environ quarante hectares. Ce qui est relativement peu de nos jours et explique une certaine densité de la population agricole¹. Dans les associations, toutes les tendances sociales sont représentées, mais on peut noter une prédominance agricole ou para agricole qui joue dans cette « jacquerie » un rôle essentiel.

Parmi les leaders, on retrouve des agriculteurs, des retraités, des enseignants, des cadres ou chefs d'entreprises, certains ont des professions libérales. Les premiers opposants déclarés seront dans un premier temps les leaders incontestés de l'ensemble du mouvement. L'appui de Fernand Duval, maire d'Izé et de Michel Nicolas, figure politique de la région, a sûrement joué dans la très forte fréquentation des réunions. L'annonce de leur présence mettait en valeur l'importance de ce qui se passait. La plupart des autres acteurs du mouvement étaient jusqu'alors des inconnus en politique et même dans la vie associative. Dans certains cas, on peut penser que c'est leur attitude très spontanée et très volontaire qui leur a donné du crédit.

« Les gens nous ont écoutés parce qu'ils nous connaissent, ils n'étaient pas habitués à ce qu'on prenne la parole, alors justement, ils sont venus et nous ont écoutés » témoigne un des animateurs d'une association.

Parmi ceux qui mènent l'action, on trouve souvent des personnes qui ne sont pas originaires de la région. Elles sont implantées depuis quelques années, ont parfois une certaine expérience militante. Ces événements vont être pour eux, incidemment, un mode d'intégration imprévu et

1. La part de l'agriculture dans l'emploi est de 13,6 %, pour seulement 7,5 % en région Pays de la Loire. Source INSEE, cité dans *La lettre du CEAS* de septembre 2000.

sans pareil. Pour tous, d'ailleurs, cette lutte menée en commun sera l'occasion de lier de nouvelles relations, de recomposer son entourage en fonction de la participation de chacun dans le mouvement. Toutes les personnes rencontrées soulignent l'exaltation inconnue qu'elles ont traversée. Pour beaucoup, les manifestations de Laval et Bais furent des premières, notamment pour des retraités très concernés par «l'affaire» et venus en nombre.

Motivation

«Dans la famille, depuis toujours, notre champ préféré, celui auquel on tient le plus, c'est un petit champ qui ne produit rien, mais il est joli et quand on y est, on voit le mont Rochard.»

Un agriculteur

«C'est vrai que quand on était en activité on n'avait pas beaucoup le temps pour s'occuper de choses comme ça. Mais maintenant on est tellement soucieux de nos petits enfants. On arrive à la fin de sa vie et on se dit : qu'est-ce qu'ils vont avoir? Les petits enfants, c'est quelque chose qui prend tellement de place dans notre vie.»

Une agricultrice retraitée

«L'amour de notre terre» et le souci des générations futures sont des motifs très partagés, spécialement chez les gens âgés.

L'aspect «patrimoine», «agriculture», d'abord mis en avant, est bientôt complété par des informations plus scientifiques sur la radioactivité, le nucléaire, les déchets. Mais une des choses qui troublera le plus les gens venus assister aux réunions sera l'idée qu'on puisse creuser ainsi d'aussi vastes galeries sous terre, sous eux. Cet habitacle qu'on

ouvrirait sous leurs pieds a trop des allures de tombeau démesuré.

«Je pense que le Mayennais est quelqu'un de relativement docile mais si on lui cache une certaine part de vérité ou s'il découvre une magouille, il n'apprécie pas», confie un homme originaire d'un autre département. La référence au mensonge et à l'opacité revient souvent dans les entretiens. Les gens ont gardé le souvenir d'avoir été souvent trompés, ils ne veulent plus se laisser faire. Il est vraiment question de dignité et de morale.

«C'est vrai que les élus des petites communes, ce sont des ruraux qui ont confiance dans l'autorité, ils ne pensent pas qu'on puisse être malhonnête avec eux.» Le travail d'information mené par les premiers militants les concerne, il porte sur l'enjeu et la cohérence qu'il y a à se battre pour préserver l'environnement quand on se bat déjà pour une agriculture de qualité, par exemple. Certains maires initient eux-mêmes une association dans leurs communes quand d'autres, plus réticents d'abord, rejoignent le mouvement dans un deuxième temps.

Les associations entre elles

Sur le fonctionnement des associations et du mouvement global, il est difficile de s'exprimer sans risquer de réveiller les tensions qui n'ont pas manqué dans le déroulement de l'action et qui sont à l'origine de la scission qui a fini par se produire. Dans un enchaînement aussi rapide, dans l'urgence qui prévalait, l'efficacité relevait de décisions prises en petit comité, que l'ensemble des associations était chargé d'entériner. Ce qui arrivait, hormis quelques coups de gueule qui corrigèrent parfois un mot d'ordre jugé malheureux, venait souvent de quelques-uns.

Il fallut attendre plusieurs semaines pour qu'un tour de table où chacun pût s'exprimer survienne dans une réunion

regroupant toutes les associations. Ainsi les commentaires sur la journée épique de la réception de la Mission Granite, qui revendiquèrent haut et fort la manière dont les choses s'étaient passées et regrettèrent que quelques-uns se soient comme excusés; et l'idée, ensuite, de se regrouper en un collectif...

Plus le nombre des associations grandissait, plus l'urgence d'une organisation minimum se faisait ressentir. Les associations des communes extérieures au Massif d'Izé, pour des raisons évidentes, ne se créent que dans la foulée des premières. Elles sont le plus souvent le fait de personnes ayant déjà un avis sur le nucléaire, moins positionnées sur une défense étroite du territoire que sur une opposition de principe à l'enfouissement et même au recours à l'énergie nucléaire. Ces personnes ont une culture associative plus développée; en général, elles exigent un fonctionnement démocratique, une réflexion de fond, des positionnements plus larges... Un repli de la plupart des premières associations a généré un Mouvement mené par quelques nouveaux «notables» légitimés par les événements (2 chefs d'entreprise et 1 ingénieur)¹ tandis qu'un élan citoyen fondait un Collectif reposant sur des bases collégiales, soit 12 délégués élus regroupant agriculteurs, enseignants, retraités, employés, commerçants... Le Mouvement (Mouvement de Défense du Massif d'Izé) montre son goût pour l'action, le rassemblement de masse, la médiatisation. Le Collectif (Coédra Maine) prône davantage la réflexion, l'information, la solidarité avec les autres sites.

1. Deux d'entre eux se sont depuis présentés aux élections. L'un est devenu maire de sa commune, l'autre a été battu de peu par la conseillère sortante, Marie-Cécile Morice, aux cantonales de Bais.

Quelques chiffres

Sur un échantillon de 39 associations sur 54 (dont 6 en Sarthe) dont les statuts ont pu être consultés, la composition des bureaux est éclairante. Parmi les 228 personnes membres de ces 39 bureaux, on trouve 32% de femmes dont un cinquième de présidentes. Les 35-50 ans sont les plus nombreux. En termes de fonction sociale, la seule majorité qui ressorte des données portant sur 187 personnes concerne des agriculteurs (14%), des enseignants (9%) et des retraités (6,5%).

Une large majorité des interlocuteurs a souligné une dimension d'intégration sociale importante. La statistique en apporte une confirmation très nette. Sur 198 personnes (87% de l'échantillon) nous disposons d'une indication sur le lieu de naissance, 51,5% ne sont pas originaires du département au lieu que le taux global est de 24,7% pour la partie rurale du département¹.

L'esprit des campagnes

Un aspect de la mentalité des campagnes, sans doute négligé par les observateurs extérieurs, est encore assez présent. Il tend à corroborer le cliché de l'attitude «soumise» d'une population du terroir envers le notable. Et il est vrai que la condescendance du notable envers le paysan, particulièrement, est souvent comparable à celle des maîtres envers leurs «sujets», ou du moins en subsiste-t-il quelque chose. Le comportement retors de certains, par exemple, a complètement intégré ce rapport de l'affranchi à l'emprunté, de l'avisé à l'inculte. Le mépris caressant dont ils font preuve à l'occasion ne manque pas d'être remarqué, les hommes habiles avec leur langue impressionnent et en imposent; ils ne sont pas forcément aimés, mais demeurent

1. Chiffres INSEE de 1990, rapporté par le CEAS.

respectés, car personne d'autre qu'eux n'ose se sentir capable de décider pour la collectivité. L'humilité des uns renforce la suffisance des autres. Et c'est bien souvent cette suffisance seule qui est récompensée par les suffrages.

De ce sursaut d'amour-propre qui s'est produit pendant l'hiver 2000 dans la campagne mayennaise, d'aucuns ont dit que c'était la révolution qui arrivait avec deux siècles de retard. Les agriculteurs, fatigués d'être manœuvrés, notamment par les experts de l'agroalimentaire qui les mènent à la catastrophe et ne supportant pas le mensonge ni la tromperie, manifestèrent dès lors leur colère et leur détermination dans le refus. Mais, la confiance qu'ils retirent à un « expert » ils sont prêts, bien souvent, à la donner à un autre supposé les avoir entendus. Il s'agit encore de s'en remettre à un homme qui serait de parole. L'action collective assumée par chacun a certes payé, mais seuls les plus audacieux, les plus émancipés transformeront un combat de fait en démarche citoyenne, une exaltation éprouvée en conscience volontaire.

Le lien social

L'action est ainsi une mise en scène où les volontés prennent corps, où la société se représente elle-même, dans ce qu'elle a de particulier, dans sa propre genèse.

Michel Juffé

C'est le lien social qui s'est imposé comme réponse à la radioactivité réputée impalpable et mortifère. La campagne a montré ce qu'elle peut être : un faisceau dense de relais et d'attentions. Ce qui est parfois considéré comme de la surveillance, cet intérêt, même minime, du voisin pour ceux qu'il côtoie, est aussi une solidarité latente qui ne demande qu'à éclore.

Une femme installée en Mayenne depuis quelques années apprécie : « *Ce que j'aime bien depuis qu'on vient ici, c'est que, quand on s'en va, on laisse les portes ouvertes, on revient et on retrouve les choses telles qu'elles sont. L'hiver, on peut rester seul, complètement isolé; quand je vais ailleurs, on me dit : t'as pas peur? Chez les commerçants, on ne verse jamais d'arrhes, on travaille en confiance. Mais par contre, si on fait défaut, c'est fini.* »

Ce qui est vrai pour la campagne l'est moins pour une petite ville où les fonctionnements sont différents, déjà plus « citadins ». Et, entre ces deux pôles, il y a les « rurbains » qui travaillent à Évron ou Villaines-la Juhel et habitent sur une petite commune du Massif, dans une maison neuve du lotissement ou une bâtisse « retapée » d'une ferme déchuée, en pleine verdure silencieuse.

Les réseaux habituels sont ceux des associations sportives, des associations de parents d'élèves, des syndicats agricoles... Il reste que le mouvement de protestation a très souvent rapproché des personnes qui ne se côtoyaient pas auparavant. La FDSEA, le CDJA et surtout la Confédération paysanne ont à l'évidence été partie prenante dans la mobilisation contre le projet, qui en outre a estompé les clivages qu'on suppose entre les adhérents de ces syndicats fort distincts¹.

Les partis politiques n'ont joué, semble-t-il, aucun rôle. Le RPR ne pouvait sérieusement prétendre mener quelque danse que ce soit. Au demeurant, Michel Nicolas, président départemental de ce parti au moment des événements, ne s'est pas représenté à ce poste. Il assure que « *cela n'a rien à voir* »². Par le biais de Michel Sorin, maire de Saint-Berthevin³

1. Il est peut-être bon de rappeler que les présidents locaux de la FDSEA et du CDJA ne ratent jamais une occasion d'attaquer la Confédération paysanne à travers son porte-parole le plus médiatique.

2. Entretien avec l'auteur, le 21 août 2000.

3. Michel Sorin ayant été battu aux municipales de mars 2001, il n'est actuellement plus maire de Saint-Berthevin.

(banlieue de Laval), le parti socialiste a tenté une petite récupération en invitant Michèle Rivasi au nez et à la barbe des Verts (Michèle Rivasi ayant cette particularité d'avoir été élue députée avec le soutien conjoint des Verts et du Parti Socialiste) et en créant une association citoyenne. Mais à côté d'une Michèle Rivasi très brillante et convaincante, les propos de Michel Sorin ne parurent guère en phase. Les Verts, dont les rares représentants en Mayenne étaient de tout cœur avec les opposants et furent présents quand il le fallait, sont restés plutôt discrets, ce qui n'a pas empêché une certaine méfiance – d'ordre fantasmatique – à leur égard.

Un agriculteur, président d'une association, constate : «*En l'espace d'un mois, j'ai connu plus de gens qu'en 10 ans (nous sommes ici depuis 10 ans.). Connus dans le sens profond. Avec des conversations sur les problèmes d'environnement, de société. C'est quelque chose de très fort.*»

Ainsi ce nouveau lien a pris naissance dans un combat mené en commun et s'est nourri de l'élan apporté par les nouveaux arrivants en Mayenne (sachant qu'on peut y être installé depuis 10 ans et être considéré comme un nouvel arrivant). Comme si un risque «politique» était plus facile à prendre lorsqu'on n'était pas entravé par les différentes implications de l'ordre local. Mais aussi parce que ces «arrivants» sont plutôt jeunes, politisés, sans complexes, et qu'ils ont le recul qui permet l'expression.

Cause publique, effet de foule

Il y a un siècle, le sociologue Gabriel Tarde publiait un essai où il distinguait notamment le public et la foule. Pour lui le public est «*une collectivité purement spirituelle, comme une dissémination d'individus physiquement séparés et dont la cohésion est toute mentale*». La foule présente en revanche quelque chose

d'animal, «*un faisceau de contagions psychiques essentiellement produites par des contacts physiques*».

Dans la Mayenne «insurgée» de l'an 2000, la population militante est à la fois «foule» dans sa perception et son action et «public» dans son mode d'appréhension et son argumentaire. Elle est une force à la fois mentale et physique. Elle peut répondre à une excitation mentale par la force physique (refus de concertation, reconduction de la Mission à la «frontière») et, à une excitation physique, on la sait en mesure de répondre par une force mentale. Schématiquement, ces deux «caractères» qui se complètent sont représentés respectivement par le Mouvement et le Collectif. Ces alliances de fait entre primaire instinctif (sens et efficacité de l'action, de la mobilisation; ici, informer = alerter) et «reliance» intellectuelle (capacité à trouver le sens, à s'inscrire dans la durée, à «politiser» un thème; ici, informer = répandre la connaissance) augmentent la capacité générale de la mobilisation à faire face aux artificieux esprits de la force publique qui ont pour eux la puissance et la durée.

Pour Gabriel Tarde, la marche du monde social tend à l'homogénéisation, à la similitude : «*Ce que veut la chose sociale avant tout, comme la chose vitale, c'est se propager et non s'organiser. L'organisation n'est qu'un moyen dont la propagation, dont la répétition générative ou imitative est le but.*» La vie est ce qui veut d'abord vivre, et vivre partout, dans un espace croissant, c'est son essence même¹. Limiter cette vie en la contraignant à un espace réduit, c'est déjà vouloir la réduire et l'étouffer. Le refus de l'enfouissement apparaît dans ce sens comme une répulsion face à la menace de l'anéantissement et de la mort.

Et le refus imitatif de chacun des opposants n'est plus un reflet passif d'un modèle qu'on recopie, mais au contraire l'expression jubilatoire d'une affirmation positive qui

1. Il est en cela un vitaliste à la manière de Nietzsche, de Guyau ou de Bergson.

cherche à valoir et à se développer. Ce n'est pas le plaisir de suivre un mouvement, d'imiter son voisin, qui pousse à agir, mais le goût du plaisir que l'on sent dans l'action. Le mouvement de rébellion délivre et offre à chacun la possibilité de se «reposséder». Ensuite, c'est le partage de l'expérience, la propagation, qui suscitent, et non pas entraînent, le passage à l'action des personnes rencontrées. Une réaction en chaîne, décidément.

Leçon de chose

«Seule la catastrophe occupe désormais la question du devenir car elle seule peut arracher quelque chose à l'univers construit. La catastrophe, tour à tour effroyable ou sublime, est seule à pouvoir répondre à l'attente de l'inattendu ; non comme retour légitime du naturel, de la nature «reprenant ses droits» comme on le dit familièrement et si étrangement, mais comme réouverture du jeu, comme destruction du miroir.

Jean-Paul Curnier

Le grand secret

«En Tahitien, “Mururoa” veut dire Le grand secret.»¹

En 1997, le journaliste Jean-Marie Cavada voulut consacrer une émission *La Marche du siècle* aux intermittents du nucléaire. Le journaliste et son équipe ont eu grand mal à mettre sur pied un débat, EDF exerçant des pressions sur les témoins (dont elle s'était procuré les noms à l'avance!), menaçant de ne pas participer, de poursuivre en justice. Finalement l'émission eut lieu, mais Jean-Marie Cavada et ses collaborateurs se souviennent d'EDF comme d'une «véritable secte»².

Une certaine évolution semble indéniable (et calculée?). Les actuels dirigeants de l'Andra, par exemple, disent vouloir sortir de cette politique du secret. Nous avons vu que leurs intentions sont encore parasitées par des habitudes anciennes. La culture militaire qui a imprégné tout le secteur et l'orgueil des scientocrates, qui tient parfois de la bêtise, ont encore de belles nuits devant eux.

Le refus des populations est général, c'est un fait. Du moins là où elles n'ont pas été domestiquées, où il n'y a pas déjà d'installation avec laquelle on apprend à vivre, puisqu'on s'habitue à toute condition, et la peur, la réprobation, la révolte s'endorment à l'usure... Comme c'est le cas dans le Gard où se trouve le surgénérateur Phénix, une unité de retraitement des combustibles, une usine d'enrichissement de l'uranium. En 1993, le Gard s'était porté candidat par la voix du président du conseil général soutenu par la quasi

1. CRAS, *Golfech le nucléaire*, 1999.

2. Michèle Rivasi & Hélène Crié, *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin Michel, 1998.

majorité (il s'en est fallu du vote d'une élue Verte!) des divers représentants de la société locale : viticulteurs négociant en échange de leur accord une redéfinition de leur appellation d'origine contrôlée, association de défense de l'environnement estimant que la surnucléarisation du département était telle que plus rien ne pouvait l'aggraver encore...¹

«Il ne faut pas que l'on vous rappelle constamment que vous habitez une zone spéciale et allez travailler dans un établissement dangereux. Il va de soi que personne ne souhaite se poser de questions à ce sujet : si on vit là, si on travaille là, c'est qu'on ne risque rien.»²

Ceux qui résistent, en vain

Jusqu'alors, quand un projet de site nucléaire (centrale, site de retraitement, de stockage...) s'est présenté à une région, il a commencé par susciter une vive réaction de la part de quelques-uns. Ensuite, cela a dépendu de la manière dont les élus et autres acteurs locaux se sont faits les alliés des intermédiaires chargés de leur vendre le projet. Ils sont toujours les interlocuteurs très appropriés, sachant voir les intérêts économiques, les nouveaux moyens donnés à leurs circonscriptions, leurs communes, etc. Que quelques agités fassent entendre leur désaccord, râlent sur la manière dont se passent les choses, c'est la bonne guéguerre habituelle, plus ou moins vivace. Dans bien des cas, cela ne va pas plus loin. Après le Gard (Marcoule) et le Cotentin (la Hague), on peut évoquer l'Aube. Un article de *Ouest-France* du 20 mars

1. *Le Monde* du 2 octobre 1993.

2. Françoise Zonabend, *La Presqu'île au nucléaire*, Odile Jacob, 1989. Pour se rendre compte du fatalisme coupable dans lequel se trouvent les gens qui dépendent de l'industrie nucléaire, qui les nourrit et les éteint, lire ce beau livre d'une anthropologue qui restitue tout ce climat humain très particulier de la région de la Hague, et dont il incombe essentiellement à la «chape» nucléaire.

1992 nous y emmène, à Soulaines, avec la trentaine de commerçants et industriels d'Ille-et-Villaine auxquels la Chambre de commerce et d'Industrie départementale a proposé une visite du lieu, en compagnie du directeur-adjoint de l'Andra, monsieur Armand Faussat, auteur depuis d'un livre mitigé sur les déchets. Cette petite expédition a lieu à l'époque où le Pays de Fougères, dans ce même département, est sollicité pour l'implantation d'un laboratoire d'enfouissement. Cet article nous apprend que les réactions de la population, avant l'implantation de l'Andra chez eux, ont été faibles. «*Quelques manifestations mais rien de comparable à Plogoff ou à Segré*». Peu de retombées négatives pour une commune de 200 habitants, la plus peuplée du canton. Un canton vieillissant, probablement! Plus loin, on précise que «*le maire de Soulaines n'en a pas moins perdu son siège en 1989 alors que le conseiller général local se faisait élire contre l'usine*».

Les élections! Dans le secret de l'isoloir passent des messages qui, pour des ruraux discrets et peu enclins à la polémique, valent bien quelques manifestations bruyantes. D'ailleurs, un «comité de sauvegarde» – même là-bas il en existe donc un – a organisé un référendum, en bonne et due forme, dans chaque commune du canton. «*Plus de 50 % des gens inscrits sur les listes électorales sont allés voter. Et 70 % au moins se sont prononcés contre le projet.*» Doit-on préciser que ce résultat n'a eu aucun effet! Le centre de stockage fonctionne depuis le début 1992.

À Bure où le chantier a commencé, «*l'Andra nous a roulés dans la farine*», se plaint le maire de Bure. On voit même les fervents défenseurs du projet trouver que l'Andra ne tient pas ses promesses. Pas moins que M. Renard, vice-président du conseil général de la Meuse : lui qui avait soutenu le projet, fait part de ses inquiétudes et émet des doutes sur la transparence de l'Andra et le respect de ses engagements. Monsieur Orsingher, président de la Chambre de Com-

merce et d'Industrie, qui préside le pôle scientifique et technologique du laboratoire (!), partage les mêmes critiques. Dans la Haute-Marne et la Meuse (Bure est situé aux confins des deux départements) la population n'a découvert l'existence du projet qu'une fois les élus et décideurs rendus favorables à toutes les retombées promises. La presse le présente comme une chance pour la région. Les quelques centaines de citoyens rebelles à cette aubaine, car il y en a, ont la vie dure, ils connaissent les convocations à la gendarmerie, le fichage, sans parler des pressions diverses. L'arrosage financier concerne les associations, notamment sportives, les entreprises, la presse (encarts publicitaires multiples), il épuise et convainc les habitants en vue. Six ans de lutte quand même ! Si bien que l'un des toujours résistants à l'Andra déclare : *« La question à se poser n'est pas de se demander pourquoi il y a une si faible mobilisation mais plutôt comment, après plus de 6 années de telles pratiques, se peut-il qu'il y ait encore des femmes et des hommes pour oser dire non à ce projet dément et à un "appareil aussi abject ?" »*

Maintenant, Bure est l'enjeu de toutes les résistances anti-enfouissement et antinucléaires. De nombreux militants campent près du chantier, des rassemblements ont lieu, les opposants arrivent de toute l'Europe. Mais les travaux avancent inexorablement sous forte protection militaire.

Lors des élections cantonales de mars 2001, dans le canton de Bure, un candidat opposé au chantier de l'Andra réalise un très bon score face au sortant. Battu d'une seule voix, il fait appel. Une nouvelle élection devrait avoir lieu.

Ceux qui résistent et n'oublient pas

Dans le Maine-et-Loire, c'est en 1987 (en même temps que l'Ain, l'Aisne et les Deux-Sèvres), une semaine après l'annonce d'un site retenu dans le département, une coordination anti-déchets se met en place. Après quelques semaines des centaines de personnes assistent aux réunions d'infor-

mation, un débat contradictoire attire 1 000 personnes. Au bout de trois mois, l'Andra et le BRGM commencent les études de prospection, des habitants les en empêchent, chaque jour plus nombreux. En octobre 1987, un référendum fait apparaître un « non » massif au projet. De nombreux conseils municipaux, des membres de l'assemblée départementale prennent position contre. En juin 1988 un nouveau député, opposé au projet, est élu, il demande à l'Andra de quitter les lieux. Les travaux continuent. En mars 1989, pour les élections municipales, de très nombreuses listes s'affichent contre le chantier de l'Andra. Un premier forage est annoncé pour l'automne. Le 30 novembre le conseil général exprime son opposition totale au programme de l'Andra. Le 13 décembre, arrivée de 250 gardes mobiles à Bourg-d'Iré. Le 14, la route du chantier est bloquée par des anti-déchets. Le 15, trois véhicules de l'Andra sont incendiés. Le 16, manifestation dite de la Honte, des milliers de manifestants brûlent leurs cartes d'électeurs. Les forces de l'ordre tirent plus de 700 grenades lacrymogènes et blessent gravement un paysan. Le gouvernement dit qu'il faut continuer le chantier. Le 24 décembre une veillée de prière est organisée dans une grange près du chantier, 500 chrétiens de la région participent ainsi ouvertement au refus. Le 9 février 1990 le chantier est suspendu.

Dans cette même période la Centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne) est sur le point de démarrer ; des jeûnes, des rassemblements de protestations ont lieu régulièrement devant la construction. La centrale s'est faite, elle fonctionne, on peut voir sa carcasse et son nuage permanent de l'autoroute qui mène de Bordeaux à Toulouse.

Ni ici ni ailleurs, mais autrement »

« Pour les gens du coin, aller manifester contre le nucléaire c'est vraiment une révolution intérieure, donc, c'est pas "contre le nucléaire" »

c'est "contre l'enfouissement des déchets, ni ici ni ailleurs", et les gens, ils tiennent à ça. C'est un milieu rural qui, bien souvent, ne peut pas encadrer les écolos parce que les écolos "passent mal". Les Verts en particulier ! C'est des "gars des villes qui savent pas ce que c'est que la nature". Dès qu'il y a un drapeau vert qui sort, ça fait un tollé terrible. Une des explications de la réussite du mouvement en Mayenne c'est aussi qu'on a réussi à faire un mouvement sans les écolos.» Cet éclairage d'un jeune paysan très actif dans le mouvement résume très bien un état d'esprit sans doute partagé par beaucoup.

Le refus est celui du «dérangement», car pour le paysan il n'est pas bon, a priori, de modifier ce qui est. Et pour ce qui est de la terre, de sa terre, s'il se réserve le droit de lui porter atteinte, il n'entend pas le laisser à quelqu'un d'autre. Ce refus est aussi celui d'une attitude obscurantiste, au sens où celle-ci veut cacher ce qui peut faire mal, une vérité qu'on est prêt, pourtant, à regarder en face.

Dans les premières discussions, il est apparu rapidement qu'un refus d'enfouissement ici ne pouvait se suffire à lui-même et appelait un *ailleurs*, la terre étant cette même «matrice» d'un bout à l'autre de la planète et de la vie agricole. La réponse donnée est ainsi absolument à hauteur de la morale qui la sous-tend. Il faudra des informations plus techniques et l'apport de militants plus formés pour qu'un *autrement* fasse vraiment son apparition, rejoignant les alternatives proposées souvent par les antinucléaires, les Verts, tous gens trop étiquetés qui avaient suscité d'abord la méfiance.

Le rapport de la Mission Granite

Dans son rapport rendu au gouvernement au début de l'été 2000, la Mission se plaint tout d'abord de n'avoir pas disposé d'une synthèse sur les déchets radioactifs. «*Les détenteurs de l'information ont semblé démunis pour [lui] fournir des*

*documents présentant le problème dans son ensemble [...] avec notamment une comparaison des trois voies de recherche préconisées par la loi.»*¹ Censés apporter de l'information, les membres de la Mission avouent n'être pas suffisamment au fait, alors que «*les opposants ont eu le temps de répandre leur "opinion"»*². Et non de «l'information» ! Le vocabulaire des fonctionnaires livre ici la nature intime du propos légitimé : ce que le peuple exprime c'est une opinion, ce que l'État exprime c'est de l'information.

La Mission ne peut que dresser le constat d'un refus quasi unanime du projet. Seule la Vienne de René Monory est candidate Et encore : les missionnaires ne soufflent mot d'une population mécontente d'être présentée comme consentante alors qu'elle n'a pas été consultée !

Le rapport évoque aussi un «*manque de confiance*» de la population, une des nombreuses litotes dont ce texte est semé ; comme le fait d'appeler «*incident*» ce qui pouvait mener à la catastrophe à la centrale du Blayais, en décembre 1999³.

Les membres de la Mission remarquent justement que les motions votées contre l'enfouissement font très rarement allusion à la politique énergétique globale de la France. Façon de dire avec soulagement que le refus ne semble pas d'essence politique. Ce n'est pas la révolution ! Par ailleurs il est noté qu'il y a des opposants qui réclament

1. *Rapport de la Mission Granite*, juin 2000, p. 11.

2. *Ibidem*, p. 13.

3. *Ibidem*, p. 37.

Rappel : 27 décembre 1999, lors d'une tempête mémorable qui dévaste tout le pays, une digue qui protège la centrale du Blayais (Gironde) est submergée, l'inondation commence et la catastrophe est évitée de justesse, non sans avoir jeté la panique chez EDF et chez les élus de la région dont certains envisageaient l'évacuation des populations. EDF a pu sauver sa centrale que des écologistes-poètes ont baptisée depuis : «*Tchernoblaye*», *L'chronique du nucléaire* n° 49, juin 2000.

un effort de la recherche, or «la séparation-transmutation suppose le développement d'une technologie nucléaire de retraitement et la mise au point de réacteurs»¹. Sous-entendu, les opposants ne sont pas tous des antinucléaires ou encore : ils ne sont pas conséquents. Les médias eux-mêmes reprennent assez peu «l'argument» (et non la «revendication») de Sortir du nucléaire et des Verts qu'est «L'ARRÊT DU NUCLEAIRE».

La Mission relève que parmi les arguments donnés par les communes défavorables viennent en premier la menace pour le tourisme et l'atteinte à l'image.

Elle semble étonnée de passer pour l'émissaire de l'Andra. Elle soupire d'avoir été si seule. «Ni les grands élus, ni les institutions, administrations, organismes de recherche ou grands opérateurs, ni aucun scientifique n'ont pris la parole pour infirmer ou rectifier telle ou telle déclaration, pour compléter ou éclairer la discussion : celle-ci n'a pas eu lieu, sauf exception.»²

Elle préconise qu'un programme de recherche sociologique soit engagé à l'initiative des ministères. Un tel programme pourrait contribuer à renouveler l'approche «stratégique» de la concertation, à faciliter un débat apaisé et peut-être à ouvrir de nouvelles pistes en fait de pratiques sociales et de procédures.

«La première exigence à avoir [...] ne pas affirmer qu'un laboratoire signifie la ruine de l'agriculture et l'économie générale; ce type de bruit peut créer des difficultés sans raison à des secteurs entiers de l'économie agricole (AOC) ou touristique.»³

«Une voie est celle de la "Conférence des citoyens" (type celle mise en œuvre pour les OGM). Ses limites sont dans le nombre de participants et dans son caractère éphémère.»⁴

1. Rapport de la Mission Granite (juin 2000), p. 57.

2. Ibidem, p. 41.

3. Ibidem, p. 52.

4. Ibidem, p. 60.

«Il peut être intéressant de rechercher ce qu'un organisme comme le Palais de la découverte pourrait apporter avec les compétences scientifiques et pédagogiques qui lui sont reconnues.»¹

Ces quelques morceaux choisis illustrent bien les orientations conseillées par la Mission. Son rôle n'étant pas de trancher la question, elle ne peut que proposer des moyens plus affinés d'aborder et convaincre les populations. Il est question de travailler une nouvelle approche basée sur une nouvelle communication que des observateurs sociaux vont participer à mettre au point.

Dans l'annexe A3, on peut justement découvrir à quelle sauce les sciences sociales proposent de cuisiner à la fois les discours institutionnels et les populations rétives. «Tirer partie des controverses et sortir des oppositions classiques»², voilà qui promet. Ainsi le problème tel qu'il est posé depuis tant d'années par les écologistes n'a aucune chance d'être validé. Il est vrai que les «savoirs écologiques» ne sont, selon ce document que des «savoirs non-savants», non des «savoirs scientifiques». Il est toujours intéressant d'apprendre que la science de l'environnement, l'écologie, n'est pas une science mais un savoir «non-savant», qui ne fait donc pas référence. Le rédacteur de cette annexe, adepte de ces sciences humaines que l'on dit molles, serait-il outrecuidant?

Toute la réflexion que proposent de mener les rédacteurs de cette annexe A3, intitulée «contribution des sciences sociales à l'analyse de la question des déchets nucléaires»³, tourne autour de l'appréhension du «risque». La population aurait réagi par refus d'en prendre un. On se demande comment repérer le «seuil d'acceptabilité» de ce risque et on se demande encore s'il n'est pas un «élément de construction identitaire».

1. Rapport de la Mission Granite (juin 2000), p. 61.

2. Ibidem, annexe A3, p. 2.

3. Ibidem, annexe A3, p. 3.

À aucun endroit les notions de morale ou d'éthique, de responsabilité, ou, par exemple, le principe d'un refus «ni ici ni ailleurs», n'apparaissent développés dans le rapport de la Mission ou dans son annexe A3. Comme si ses auteurs refusaient d'envisager qu'une mobilisation puisse exister et se maintenir autrement que pour une défense localiste, une peur, sous entendue irrationnelle. Alors que la peur, à supposer qu'elle ait été un motif, fut vite dépassée dans l'action et laissa place à de l'indignation ainsi qu'à une certaine révolte. Les observateurs sociaux, dans leur intention d'observer avec sagacité les gens de la terre, ne parviennent pas à se départir d'une approche paternaliste. On les sent prêts à «soigner» une population de ces appréhensions, comme si elles ne pouvaient être le signe d'une culture véritable, d'une observance de quelque règle profonde.

Fidélité, oubli

Faire un voyage dans le pays, pour un agriculteur, c'est apprendre le pays. De la route qui fend les paysages, l'agriculteur sait faire le portrait sociologique d'une campagne. Tel type de champ correspond à telle pratique, le sens du sillon, les superficies, la forme des silos, les clôtures, les points d'eau... tout prend sens et annonce un caractère. Il sait qu'un céréalier ne se soucie pas forcément de l'érosion, il connaît l'attachement de l'éleveur à son troupeau¹ et à son cadre de vie. Le premier est désormais un entrepreneur ayant un rapport industriel à la terre, la traitant comme un produit, le second croise chez ses animaux le regard d'êtres vivants qu'il ne peut ignorer. En marchant près du site de Bure où se construit le laboratoire, certains ont pensé, en

1. Se souvenir de paysans qui ont dernièrement refusé de voir abattre leur troupeau quand une bête était trouvée atteinte de la maladie de la «vache folle».

contemplant l'étendue du plateau voué à la culture, que si cet espace avait été d'élevage, les paysans n'auraient pas accepté cette implantation agressive. L'éleveur n'intervient pas violemment sur la terre, il l'entretient, l'aménage, lui parle à travers son troupeau, la restitue. Des éleveurs n'auraient pas volontiers laissé faire parce qu'étant «fils du passé» ils n'auraient pu monnayer facilement ce passé, cette caution des défunts, et ils ont un contrat envers l'avenir comme envers le présent des leurs. Entre celui qui règne sur un capital-surface nourri par les primes de Bruxelles et celui qui investit un paysage dans un souci d'équilibre et de fidélité à l'esprit des campagnes, il y a le même abîme qui sépare le scientifique travaillant à un «savoir sans mémoire»¹ et le sentimental ou le sage aimant à citer ses ancêtres.

La science ne sait avancer que dans une relative amnésie de ce qu'elle fut, elle change ses appuis pour pouvoir aller plus loin. Quand elle suggère d'enfouir des déchets nucléaires, elle ne fait que revendiquer son droit d'exister encore malgré ses échecs, un droit que personne ne songe d'ailleurs à lui contester. Mais, dans un monde où tout se tient, l'objet de ses recherches devrait obéir désormais à des règles globales qui prennent en compte toutes les données sensibles.

Dans le cas qui nous occupe, les plus superstitieux sont les scientifiques, qui dénie aux paysans l'esprit de conséquence. Les paysans retournent leur leçon d'antan aux représentants de la science. Ces derniers ont le devoir d'oublier, mais le devoir de mémoire les oblige pourtant.

Contre l'avis des spécialistes indépendants, les experts du lobby nucléaire promirent une solution pour les déchets; ils imposèrent des fausses solutions à une majorité bafouée.

1. Cf. Jean-Marc Lévy-Leblond *La pierre de touche*, Gallimard, 1996.

Aujourd'hui, c'est l'impasse – quel enseignement en sera-t-il tiré?

Savoir sans mémoire

À Nogent-sur-Marne, sur un ancien site d'extraction du radium, là même où Pierre et Marie Curie avaient leur laboratoire, une école maternelle fut construite à la fin des années 1960. Il a fallu attendre 1998 pour en obtenir la fermeture. Entre temps «plus de 2000 enfants et enseignants ont reçu des doses [de radon]¹ nettement supérieures à ce qui est autorisé, supérieures mêmes à celles qu'absorbent les travailleurs du nucléaire»².

Dans l'Orne, beaucoup ont vu mourir un proche des suites d'une lointaine exposition à la «pierre à coton», surnom ancien de l'amiante. On estime, pour la France, entre 100 000 et 150 000, le nombre des personnes qui seront atteintes d'un cancer du poumon à cause d'une exposition à l'amiante. Les beaux discours des experts du début du siècle, qui démontraient que l'amiante n'est pas toxique, ne réparent que médiocrement les deuils³. Aujourd'hui, dans l'Orne, parmi ceux qui se battent contre l'enfouissement, on retrouve ceux qui n'oublient pas que risque et mort industriels existent. Ils en parlent peu mais y pensent, gravement. Ils se souviennent.

Le propre de la raison est peut-être de s'arranger au mieux et à tout prix avec ce qui pourrait la faire chavirer, elle ne peut assumer les vraies terreurs, alors que le corps, nourri de sentiments, se gave plutôt des blessures aussi bien

1. Radon : gaz radioactif produit par la désintégration du radium, cause des cancers du poumon.

2. Michèle Rivasi & Hélène Crié, *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin Michel, 1998.

3. Cf. Roger Lenglet, *L'affaire de l'amiante*, La Découverte, 1996.

que des extases, s'enfle ou se creuse selon les chaos, le temps. La raison administre et bavarde, le corps se souvient, se tait.

La bombe information

«L'Amérique prépare le contrôle de toute l'information.»

Paul Virilio

«À la différence de Bourg-d'Iré [en 1989], Internet existe aujourd'hui. Ils ont eu des problèmes à cause du manque d'informations.» «On aurait pas eu Internet, on en serait pas là.» Internet¹ a été, selon les acteurs eux-mêmes de ce combat, un des éléments forts de la réussite. C'est sur la «toile» que les informations ont pu être cueillies très vite, sur les sites les plus officiels, puis sur les sites des associations vigilantes. Il a suffi que 2 ou 3 personnes soient branchées pour que les documents puissent sortir et ensuite circuler par paquet de photocopies. Le télécopieur, déjà beaucoup plus courant chez les paysans, les commerçants et autres, a permis de transmettre les écrits, et le téléphone a évidemment fonctionné pleinement. Le principe de la chaîne, chaque personne étant chargée d'en contacter 3 ou 4 autres, qui elles-mêmes en font autant, permet de propager en très peu de temps une information urgente dans toute une commune.

C'est sur la «toile» également que la Mission a proposé de poursuivre un dialogue qui n'avait pas voulu commencer sur le terrain. Un tel dialogue aurait-il eu valeur de concertation? Sans doute, et c'eût été le plus confortable pour la Mission, sans péril et facile à «interpréter» selon le sens qui lui aurait convenu.

1. La majuscule systématique au mot internet, signale-t-elle un nom propre, une marque, un pays, une idole universelle, irrévocable...?

À l'heure où les mondialistes de la standardisation voudraient nous présenter internet comme un nouveau pas dans la démocratie universelle, des «apaches» contemporains en jouent comme d'un outil à double tranchant, retournant contre les forces de pression le jouet qu'elles leur ont vendu. La maîtrise de l'information vaut pour la maîtrise de la situation. Les associations contre l'enfouissement ont disposé très vite d'informations plus fouillées que celles dont disposait la Mission Granite, laquelle n'avait à leur apprendre que l'art de subir ce que son rapport appelle «une vision partagée»¹.

Mais la bombe information, en l'occurrence, ce n'est pas seulement la magie véloce de l'appareillage informatique installé en réseau, c'est tout simplement la propagation par tous les moyens d'une information déjà prête. Les différents sites granitiques mis cette année sur le devant de l'actualité ont bénéficié de l'expérience des sites précédents. La Coordination contre l'enfouissement a pu fournir des dossiers très complets contenant une information de premier ordre qui a pu être répandue ensuite, principalement à travers les réunions publiques.

L'heure n'est peut-être plus à la confiance béate en l'expert ni à la ratification de décisions venant d'en haut. Avec un simple téléviseur, pour prendre ici le plus commun dénominateur, chacun vit de plain-pied dans le même monde (restreint) arrosé des mêmes messages. Ce que l'on ressent du mode communicationnel s'affine peut-être mieux que ce qu'un comportement purement consommateur peut laisser croire. À l'univocité habituelle, incarnant la voix de la puissance régnante, l'esprit de résistance, quand il s'anime, en appelle d'instinct à la solidarité, au nombre. Pour faire effet contre la voix unique, il faut être très nom-

1. Rapport de la Mission Granit, juin 2000.

breux ou faire de l'effet comme beaucoup, quand bien même le but inconscient ne serait que «la répétition générative» dont parle le défunt Tarde. Et plus le pouvoir est positivement disproportionné, plus il faut opposer à la voix unique un grand nombre de dissidences, d'apparences à la fois multiples et variées¹. C'est ainsi, par exemple, que les réseaux qui se manifestent à travers le monde parviennent à remporter quelques batailles contre le nivellement organisé, contre la super rationalisation² du super État mondial.

Ce que nous avons à comprendre des paysans, des «gens de la terre», c'est qu'eux aussi ont quelque chose d'important à exprimer et que l'information peut et doit, quand il le faut, partir d'eux. La «vérité» n'est alors ni bonne ni mauvaise à dire, elle est opérante ou n'est pas. Toute expression non vaine, en prise avec le fait social, est agissante; c'est bien pourquoi l'organisation économique-étatique cantonne dans une sorte d'observatoire sociologique tous les mouvements subversifs qui pourraient, en bouleversant une partie de ses rouages, la remettre en cause dans son entier.

Plus que jamais, au moment de l'agonie des humanismes, toute innovation dans le champ du réel semble en mesure de redéfinir la réalité même. Celle-ci n'est autre, parfois, qu'une émotion cristallisée à même la terre, entre humus et humain, souvent impuissant, un lien vivace.

1. Cf. également l'approche de Michel Maffesoli pour qui «dans la masse postmoderne il est possible qu'il y ait une énergie créatrice prenant sa source dans une force vitale indifférenciée, et renouant ainsi avec le substrat archaïque qui fonde tout "être ensemble".» In *La transfiguration du politique*, chapitre : Le «nous» communautaire, Grasset, 1992.

2. Pour l'opposition rationalisation/rationalité cf. Edgar Morin : «Je crois que la grande leçon intellectuelle tirée de mon expérience de conversion au communisme est de comprendre comment un processus mental rationalisateur peut faire quitter la rationalité [...] Je me tiens désormais pour un champion de la rationalité parce que je lutte contre son sosie dément : la rationalisation.», *Mes démons*, Stock, 1994.

Nous vivons une faillite à l'époque où nous devrions vivre une renaissance. Il s'ensuivra une catastrophe. La terre prendra feu à cause de notre passivité et de tous ces projets sans avenir entre lesquels se partage, à l'Est comme à l'Ouest, l'activité de nos sociétés. Le pacifisme lui-même n'est plus un combat, c'est un repli vers la basse moyenne – ou bien un simple opportunisme. Il n'y a plus de compromis historique parce qu'il n'y a plus d'illusion tolérable : l'enjeu n'est plus d'ordre ponctuel ni stratégique, c'est l'humanité tout entière qui doit changer en découvrant qu'elle est seule et seule responsable d'elle-même.

Bernard Noël

Glossaire

ACRO : Association de Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest.

ANDRA : Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs.

BRGM : Bureau de Recherche Géologique et Minière.

CDJA : Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs.

CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique.

CEAS : Centre d'Étude et d'Action Sociale.

CIPR : Commission Internationale de Protection Radiologique.

Cogéma : Compagnie générale des matières nucléaires (principaux actionnaires : État, CEA et TotalFina).

Crii-Rad : Commission de Recherche Indépendante d'Information sur la Radioactivité.

EPR : *European Pressurized Reactor*, réacteur à eau sous pression.

FDSEA : Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.

Framatome : Constructeur de centrales dont le capital se répartit principalement entre CGE, EDF et CEA.

GSNIEN : Groupement de Scientifiques Indépendants pour l'Information sur le Nucléaire.

IPSN : Institut de Protection et de Sécurité Nucléaire. Dépend du CEA.

Masse critique : valeur au-delà de laquelle se produit la réaction en chaîne, elle est de 5 kg pour le plutonium.

OPRI : Office de Protection contre les Rayonnements Ionisants.

SCPRI : Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (maintenant l'OPRI).

TOPCO : Holding regroupant les activités nucléaires et de hautes technologies de Framatome, de la Cogéma et de CEA industrie, le tout sous la houlette du CEA. En septembre 2001, un nouveau nom, **Areva**, jugé plus humain, est donné à cet ensemble.

Tritium : radionucléide le plus rejeté par les centrales.

Quelques dates*

1969. Début du stockage des déchets à vie courte au Centre de la Manche (situé à côté de l'usine de retraitement de la Hague).

1973. USA, fin des commandes de centrales, mais les réacteurs commandés avant cette date continuent d'être construits.

1974. Début de l'électronucléaire massif en France.

1980. M. Auroux, maire de Roanne, s'oppose à l'implantation de déchets radioactifs dans les mines de Saint-Priest. Les scientifiques du CEA admettent par la suite que le choix de cette option eût constitué une erreur irréparable. Cité dans *Droits de l'homme, droits de la terre*, Siloë, 1990.

1987. Quatre départements sont retenus à leur insu pour l'enfouissement de déchets à vie longue : l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres.

1988. Les forages commencent, des collectifs se créent et les actions d'opposition sur le terrain se multiplient.

1989 (16 décembre). Manifestation dite « de la honte » au lieu-dit La Gibaudière, à Bourg-d'Iré 2000 personnes brûlent leur carte d'électeur. 400 gardes mobiles sont présents, 764 grenades lacrymogènes sont tirées sur les manifestants. Jean-Pierre Huet, agriculteur, est blessé grièvement.

1990. Face à la mobilisation des populations, suspension des travaux pour redéfinir le projet (moratoire du Premier ministre Michel Rocard).

1991. Malgré ce moratoire, nouvelles tentatives d'implantation de sites d'enfouissement en Ile-et-Vilaine (Pays de Fougères) et dans l'Aisne. Nouvelle mobilisation des popula-

* D'après divers documents fournis notamment par la Coédra-Pays-de-Fougères (35) et par la Cadasa (49).

tions contre le projet. Une loi sur la gestion des déchets radioactifs est votée le 30 décembre 1991. C'est le député Christian Bataille qui s'est chargé du dossier. À la vue des réactions des départements précédents, on change de termes, on ne parle plus d'enfouissement mais de «laboratoire de recherche», et l'État versera 60 millions de francs par an et par département pendant 10 ans.

1992. Mise en service du centre de stockage de déchets à vie courte de l'Aube (Soulaines-Dhuys). Capacité : 1 million de mètres cube.

1993. Devant la manne financière, de nouveaux départements sont candidats. Quatre sont retenus : Gard, Haute-Marne, Meuse, Vienne. Pas d'opposition au sein des conseils généraux. Des collectifs d'opposition au projet se créent spontanément, s'organisent autour d'une coordination nationale regroupant anciens et nouveaux départements pressentis.

1994. L'Andra entreprend des forages de prospection. Les collectifs informent les populations, manifestent et entament des actions en justice.

1995. L'Andra achète maisons et terrains, distribue, avant les enquêtes publiques et avant l'autorisation de construction d'un laboratoire, des subventions importantes aux collectivités, aux entreprises et aux privés et poursuit les forages. Meuse et Haute-Marne ne forment plus qu'un seul site. Les collectifs poursuivent leurs actions, des collectifs d'élus se créent.

1997. Début des enquêtes publiques menées sur les 3 sites retenus en 1993.

1998. Décembre : comité interministériel inventant le concept d'«enfouissement définitif... réversible».

1999. Août : trois décrets d'application de la loi de décembre 1991 sont publiés :

- autorisation de construction d'un laboratoire souterrain dans l'argile, à Bure, dans la Meuse.

- création d'un CLIS. (Comité Local d'Information et de Suivi.

- constitution d'une mission chargée de prospecter plusieurs sites granitiques en Bretagne et dans le Massif central.

2000. Quinze sites granitiques sont pressentis pour l'enfouissement. Très vive opposition de la population. La Mission Granite échoue dans sa concertation. Elle rend son rapport au gouvernement.

2001. Les parlementaires Marie-Hélène Aubert et Michèle Rivasi réclament la création d'une commission d'enquête sur les conséquences des essais nucléaires français dans le Pacifique. Leur demande est rejetée par la commission de l'assemblée, tenue par Paul Quilès, ancien ministre de la Défense.

2001, 1^{er} mars. L'association des malades de la thyroïde et la Crie-Rad portent plainte contre x pour chef d'empoisonnement.

2006 (au plus tard). Décision finale par le Parlement de la création d'un centre de stockage, ou de plusieurs.

Loi Bataille de décembre 1991 (extraits)

Article 1.

La gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue doit être assurée dans le respect de la protection de la nature, de l'environnement et de la santé, en prenant en considération les droits des générations futures.

Article 2.

[...] Les conditions et garanties selon lesquelles certaines autorisations peuvent être accordées ou prolongées pour une durée illimitée, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, seront définies dans une loi ultérieure.

Article 3.

Le stockage en France de déchets radioactifs importés, même si leur retraitement a été effectué sur le territoire national, est interdit au-delà des délais techniques imposés par le retraitement.

Article 4.

Le gouvernement adresse chaque année au Parlement un rapport faisant état de l'avancement des recherches sur la gestion des déchets radioactifs à haute activité et à vie longue et des travaux qui sont menés simultanément pour :

- la recherche de solutions permettant la séparation et la transmutation des éléments radioactifs à vie longue présents dans ces déchets;
- l'étude des possibilités de stockage réversible dans les formations géologiques profondes, notamment grâce à la réalisation de laboratoires souterrains;
- l'étude de procédés de conditionnement et l'entreposage de longue durée en surface de ces déchets.

[...]

Article 6.

Tout projet d'installation d'un laboratoire souterrain donne lieu, avant tout engagement des travaux de recherche préliminaires, à une concertation avec les élus et les populations des sites concernés, dans des conditions fixées par décret.

Article 10.

Le décret d'autorisation institue en outre, à l'extérieur du périmètre [...], un périmètre de protection dans lequel l'auto-

rité administrative peut interdire ou réglementer les travaux ou les activités qui seraient de nature à compromettre, sur le plan technique, l'installation ou le fonctionnement du laboratoire.

Article 11.

Des sources radioactives peuvent être temporairement utilisées dans ces laboratoires souterrains en vue de l'expérimentation. Dans ces laboratoires, l'entreposage ou le stockage des déchets radioactifs est interdit.

Article 12.

Un groupement d'intérêt public peut être constitué [...] en vue de mener des actions d'accompagnement et de gérer des équipements de nature à favoriser et à faciliter l'installation et l'exploitation de chaque laboratoire. [...] Les communes dont une partie du territoire est à moins de dix kilomètres de ce puits, ainsi que tout organisme de coopération intercommunale [...] peuvent adhérer de plein droit à ce groupement.

Article 13.

Il est créé, sous le nom d'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, un établissement public industriel et commercial, placé sous la tutelle des ministres de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Cette agence est chargée des opérations de gestion à long terme des déchets radioactifs, et notamment :

- en coopération notamment avec le Commissariat à l'énergie atomique, de participer à la définition et de contribuer au programme de recherche et de développement concernant la gestion à long terme des déchets radioactifs;
- d'assurer la gestion des centres de stockage à long terme, soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers agissant pour son compte;
- de concevoir, d'implanter et de réaliser les nouveaux centres de stockage, compte tenu des perspectives à long terme de production et de gestion des déchets et d'effectuer toutes études nécessaires à cette fin, notamment la réalisation et l'exploitation de laboratoires souterrains destinés à l'étude des formations géologiques profondes;
- de définir, en conformité avec les règles de sûreté, des spécifications de conditionnement et de stockage des déchets radioactifs se trouvant sur le territoire national.

Tchernobyl Deal

C'est une édifiante leçon de cynisme que viennent de donner la « communauté internationale » et le lobby nucléaire, en échangeant leur « généreuse » contribution à l'arrêt de Tchernobyl – soit 720 millions de dollars – contre la construction de deux nouveaux réacteurs, à Khemltnisky et Rovno. Comme l'a relevé Mathieu Écoiffier dans *Libération* du 15 décembre 2000 la plus grande partie de cette somme reviendra aux firmes occidentales – entre autres Bouygues et Framatome, qui réaliseront l'usine d'entreposage des combustibles irradiés.

On comprend dans ces conditions que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et Euratom aient consenti un prêt conséquent à Kiev (1,5 milliard de dollars) alors que quatre millions de dollars seulement sont allés, depuis 1990, à l'aide aux populations touchées par la catastrophe, et que l'aide technique apportée à l'Ukraine n'exorcisera pas l'ensemble des menaces qui pèsent sur cette région du monde (notamment la contamination du sol et des nappes phréatiques).

Mais le « Tchernobyl deal » prend sens par rapport à un accord plus général, et plus discret, voire tacite, sur la nouvelle division du travail dans la production de l'énergie nucléaire et la gestion des conséquences au niveau européen. C'est à une fausse sortie qu'on assiste en Allemagne, où le prolongement de la durée de vie des réacteurs, assorti de la suspension des contrôles gouvernementaux en matière de sécurité, accroît à court terme les risques d'incident nucléaire. Si certains marchés stagnent, ce sont de nouveaux débouchés qui s'ouvrent à la filière en Ukraine, donc, mais aussi en Russie, en Chine et en Corée, pays sans tradition de lutte antinucléaire. Encore faut-il garantir un stockage de longue et de très longue durée des énormes quantités de déchets que nous promet un avenir radieux et irradiant : pas d'inquiétude, la clique de Poutine est prête à ouvrir l'immense territoire russe, déjà défigurés par le productivisme le plus absurde, aux déchets exportés.

L'alibi de la relance nucléaire ? Il est agité depuis des années par les lobbies : le réchauffement climatique et l'exigence de réduire la pro-

duction de gaz à effet de serre, bien sûr. C'est sur cette aggravation de l'effet de serre que le gouvernement Jospin spéculait avec constance, depuis qu'au lendemain de son entrée en fonctions, un groupe de technocrates liés aux intérêts nucléaires (Pierret, Strauss-Khan, etc.) a mis en place, avec une grande discrétion, une stratégie de relance cautionnée et légitimée par la présence et par la stratégie à courte vue d'une ministre et d'une direction Verte qui, dans le contexte du redéploiement et de la relance du nucléaire français, négocient actuellement leur écrasant silence.

Contre quels avantages ? Nous le saurons bientôt. C'est assez de leçons de cynisme pour l'instant.

La lettre d'Écologie sociale, n° 38, décembre 2000.

La Russie future poubelle nucléaire de l'Europe?

Ainsi, comme le dénonce Greenpeace, la Russie se prépare à devenir la poubelle nucléaire de l'Europe.

En effet, la modification de la législation environnementale voulue par le ministre en charge de l'industrie nucléaire, Yevgeny Adamov, lèvera l'interdiction d'importer en Russie du combustible nucléaire usagé étranger – et permettra au ministère de l'Énergie atomique (MINATOM) d'importer durant la prochaine décennie jusqu'à 20 000 tonnes de combustibles nucléaires usés provenant du Japon, de la Suisse, de l'Allemagne, de l'Espagne, de Taïwan, de la Corée et de la Chine (en tout, quatorze pays européens et asiatiques) – ce qui rapporterait au gouvernement russe jusqu'à 21 milliards de dollars.

Selon Greenpeace, la Russie proposerait non seulement un stockage temporaire mais aussi un stockage définitif; selon d'autres sources, le projet de loi d'Adamov qui pourrait être présenté devant la Douma le 19 décembre prévoirait un stockage d'une durée de 50 ans [...] *.

La lettre d'Écologie sociale, n° 38, décembre 2000.

* Loi votée par le Parlement Russe, le 18 avril 2001. Note de l'auteur.

À consulter

SUR LE NUCLEAIRE ET L'ENFOUISSEMENT

L'achronique du nucléaire : revue de l'ACRO, 138, rue de l'Église, 14 200 Hérouville-Saint-Clair.

Bien profond : bulletin réalisé par une association du site de Glénat, (285, av. de Verdun, 46 400 Saint-Céré, site internet : www.multimania.com/bienprofond; e-mail : bienprofond@free.fr), publié par la Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement.

Énergie et Sécurité : bulletin trimestriel sur la non-prolifération, le désarmement et les énergies durables, publié par The Institute for Energy and Environmental Research, 6 935 Laurel Avenue, Takoma Park, MD 20 912, USA.

La gazette du nucléaire : revue éditée par le GSIEN, 2 rue François Villon, 91 400 Orsay.

La Lettre d'Écologie sociale, BP 642 – 85 016 La Roche-sur-Yon cedex.

La lettre d'information de Sortir du nucléaire.

Rapport annuel de la Commission Nationale d'Évaluation, 39-43 quai André Citroën 75015 Paris.

Rapport de la Mission Granite. Ministère de la Recherche, 21, rue Descartes 75231 Paris cedex.

Silence : Mensuel d'écologie, alternative, non-violence, 9 rue Dumenge 69004 Lyon.

EN MAYENNE

Ouest-France, 98, avenue Robert Buron 53021 Laval .

Le Courrier de la Mayenne, 16, rue Daniel-Cehlert 53005 Laval.

L'Avenir agricole, 3, rue Saint-André 53003 Laval.

La lettre du CEAS, 6, rue de la Providence 53000 Laval.

Autrement : Trimestriel de Laval Autrement, 371, rue Saint Pierre-le-Potier, 53000 Laval. A cessé de paraître.

Contact

Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement.

33, rue du Port, 55 000 Bar-le-Duc.

www.altem.org/burecoedra@libersurf.fr/koravizo@wanadoo.fr.

Coordination nationale des élus opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs.

4, rue de la Varenne 55 000 Varney.

Contact : Claude Kaiser, 24, Grande rue, 55 190 Menil-la-Horgue. Tél./Fax : 03 29 89 80 06.

Mouvement de Défense du Massif d'Izé (53).

Contact : Jean-Pierre Seingier, Tél. : 02 43 03 78 99;

email : seingier@club-internet. fr.

Coédra Maine (53).

Contacts : Bernard Beunaiche, Tél./Fax : 02 43 01 45 65.

La Butte des Poulis, 53 270 Sainte-Suzanne.

Michel Lemosquet, L'Hôtellerie, 53 160 Champgenêteux.

Tél./Fax : 02 43 37 93 40.

Réseau **Sortir du nucléaire**

9 rue Dumenge. 69004 Lyon/Tél. : 04 78 28 29 22.

Fax : 04 72 07 70 04.

CLAP

(Pour une sortie immédiate du nucléaire)

Le Dietrich, 290, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers

CRAS : Centre de Recherche sur l'Alternative Sociale,

BP 492, 31100 Toulouse cedex.

Bibliographie

ALEXIEVITCH SVETANA, *La supplication*, J.-C. Lattès, 1998.

ANDERS GUNTHER, *Si je suis désespéré, que voulez-vous que j'y fasse?*, Allia, 2001.

ARTHUIS JEAN, *Dans les coulisses de Bercy, le 5^e pouvoir*, Albin Michel, 1998.

AUBERT FRAN OIS D', *Enquête sur les dérives de Bruxelles*, Plon, 1994.

BELBEOCH BELLA & ROGER, *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe*, L'Esprit frappeur, 1998.

CANETTI ÉLIAS, *Masse et puissance*, Gallimard, 1966.

CARROLL LEWIS, *Alice racontée aux enfants*, Losfeld, 1969.

CHARPAK GEORGES & GARWIN RICHARD L., *Feux follets et champignons nucléaires*, Odile Jacob, 1997.

CRAS, *Golfech le nucléaire, implantation et résistance*, 1999.

CURNIER JEAN-PAUL, *L'écologie politique au miroir, sens & tonka*, 2000.

DORST JEAN, *La nature dé-naturée*, Seuil, 1970.

Droits de l'homme, droits de la terre (ouvrage préparé par Solveig Letort), Siloë, 1990.

FAUSSAT ARMAND, *Les déchets nucléaires*, Stock, 1997.

FAVRET-SAADA JEANNE, *Les mots, la mort, les sorts*, Gallimard, 1977.

FAVRET-SAADA JEANNE, *Corps pour corps*, Gallimard, 1981.

FEYERABEND PAUL, *Dialogues sur la connaissance*, Seuil, 1996.

JONAS HANS, *Le Principe responsabilité*, Éd du Cerf, 1990.

JUFFE MICHEL, *Les fondements du lien social*, PUF, 1995.

LECOURT DOMINIQUE, *L'avenir du progrès*, Textuel, 1997.

LEFEVRE FREDERIC, *Sansom, fils de Samson*, Siloë, 1993.

LENGLET ROGER, *L'affaire de l'amiante*, La Découverte, 1996.

Les Têtes de la Mayenne, Rédactuel, 1996.

LEVY-LEBLOND JEAN-MARC, *La pierre de touche*, Gallimard, 1996.

MAFFESOLI MICHEL, *La violence totalitaire*, Rééd. Desclée Debrouwer, 1999.

Table des matières

MAFFESOLI MICHEL, *La transfiguration du politique*, Grasset, 1992.

MORIN EDGAR, *Mes démons*, Stock, 1994.

NOEL BERNARD, *la Castration mentale*, P.O.L., 1997.

PERLINE, *Tout nucléaire, une exception française*, L'esprit frappeur, 1997.

PEUCHMAURD PIERRE, *Les événements arrivent*, Le Dé bleu, 1984.

RIVASI MICHELE & CRIE HELENE, *Ce nucléaire qu'on nous cache*, Albin Michel, 1998.

ROUGEMONT DENIS DE, *L'avenir est notre affaire*, Stock, 1977.

SEMPRUN JAIME, *La nucléarisation du monde*, Éditions Gérard Lebovici, 1986.

SOCIETE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, *Les déchets dangereux*, Géorg éditions, 1997.

TARDE GABRIEL, *L'opinion et la foule*, P.U.F., 1989.

THULLIER PIERRE, *Science et société*, Fayard, 1988.

TRASSARD JEAN-LOUP, *L'érosion intérieure*, Gallimard, 1965.

«LES VERTS» (Ouvrage collectif), *Le nucléaire et la lampe à pétrole*, L'Esprit frappeur, 1998.

TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES ET COMMISSION MEDICALE INTERNATIONALE DE TCHERNOBYL, *Tchernobyl, conséquences sur l'environnement, la santé, et les droits de la personne*, Vienne (Autriche), 1996.

VIEL JEAN-FRAN OIS, *La santé publique*, La Découverte, 1998.

VIRILIO PAUL, *La bombe informatique*, Gallilée, 1998.

ZONABEND FRAN OISE, *La presqu'île au nucléaire*, Odile Jacob, 1989.

Documents sonores

ARCHIVES SONORES N° 1, « Une journée pas comme les autres », production Fréquence-Sillé, 72140 Sillé-le Guillaume, 2001.

5 Avertissement

9 À dire d'abord

17 La France profonde à portée du *Figaro*

27 Des événements arrivent

47 Combat collectif

57 Experts au-dessus de tout soupçon

67 Prestations des politiques

81 Renseignements généraux, enseignements particuliers

93 Leçon de chose

113 Annexes

114 Glossaire

115 Quelques dates

118 *La loi de décembre 1991*

120 Deux articles de *La Lettre d'Écologie sociale*

123 À consulter

124 Contacts

125 Bibliographie

*Achévé d'imprimer
en septembre deux mille un
sur les presses de l'Imprimerie de la Manutention, à Mayenne,
pour le compte des Éditions Cénomane, au Mans.*

Dépôt légal : septembre 2001.